



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/CN.4/458/Add.7  
24 juin 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Quarante-sixième session  
2 mai - 22 juillet 1994

### OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS CONCERNANT LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR UN PROJET DE STATUT POUR UNE COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE

#### Additif

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
OBSERVATIONS RECUES DES ETATS MEMBRES	
Autriche . . . . .	2
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	9
Hongrie . . . . .	34

AUTRICHE

[Original : anglais]  
[20 juin 1994]Projet d'article 2 : Lien du Tribunal avec l'Organisation des Nations Unies

Le projet d'article 2 prévoit deux variantes pour le lien du Tribunal avec l'Organisation des Nations Unies. Pour souhaitable qu'il puisse être d'instituer le Tribunal en tant qu'organe judiciaire subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Autriche estime qu'il serait plus réaliste de créer une institution distincte, car dans le cas contraire un amendement de la Charte disposant que le Tribunal est un organe judiciaire de l'Organisation pourrait être jugé nécessaire. Mais un lien formel avec le système des Nations Unies devra être nécessairement établi.

Projet d'article 4 : Statut du Tribunal

L'Autriche se félicite de la disposition en vertu de laquelle le Tribunal ne devrait se réunir que lorsque cela est nécessaire pour l'examen d'une affaire. L'Autriche ne partage pas le point de vue selon lequel une telle notion est incompatible avec la stabilité et l'indépendance nécessaires du Tribunal.

Projet d'article 5 : Organes du Tribunal

L'Autriche estime que le projet d'article 5 ne doit pas être interprété comme conférant au Tribunal le droit de donner des instructions au parquet.

Projet d'article 7 : Election des juges

Dans son commentaire du projet d'article 7, le Groupe de travail note qu'il a été convenu d'envisager une sorte de contrepartie de l'interdiction de la réélection des juges. L'Autriche ne voit aucune objection à ce que la durée du mandat des juges soit écourtée au cas où le principe de leur réélection serait admis. On voit difficilement ce qui pourrait en toute objectivité justifier, dans le cas des juges, un mandat d'une durée différente de celle prévue au paragraphe 2 de l'article 13 pour le mandat du procureur et du procureur adjoint. Compte tenu de la nécessité d'un équilibre des pouvoirs des organes du Tribunal, une réélection des juges pourrait être envisagée.

Projets d'articles 9 et 10 : Indépendance des juges, Election et fonctions du Président et des Vice-Présidents

Il faudrait envisager de modifier l'ordre des articles 9 et 10 pour des raisons de méthode. Dans son commentaire de l'article 10, le Groupe de travail note que certains de ses membres ont fait énergiquement valoir que la Cour devrait avoir un président à temps complet. L'Autriche ne voit toutefois aucune nécessité de prévoir une présidence à temps complet.

Projet d'article 11 : Récusation des juges

Le libellé du paragraphe 1 de l'article 11 "... dans laquelle ils sont antérieurement intervenus..." semble trop ambigu car il pourrait être interprété comme visant également des décisions prises au titre de l'article 52 (Détermination de la peine) et de l'article 57 (Révision) qui ne devraient certainement pas déboucher sur une récusation. On pourrait envisager de confier directement au Président le soin de prendre la décision de récusation. L'Autriche estime qu'il est inopportun de limiter le nombre des juges qu'un accusé est en droit de récuser dès lors que la récusation d'un nombre de juges supérieur au nombre proposé semble justifiée. Des dispositions prévoyant une telle limitation pourraient être considérées comme portant atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable devant un tribunal impartial.

Projet d'article 13 : Composition, fonctions et pouvoirs du parquet

Il semble opportun d'introduire dans cet article des dispositions analogues à celles des paragraphes 3 et 4 de l'article 7 pour assurer l'indépendance du parquet. Le paragraphe 4, qui dispose que le procureur ne peut ni recevoir des instructions du Tribunal ni lui en donner, revêt une importance primordiale. Toutefois, l'emploi du terme "Tribunal", dans ce contexte, semble inopportun car on ne voit pas comment le Tribunal en tant que tel pourrait donner des instructions à moins qu'il ne le fasse par l'intermédiaire de la Cour ou du Greffe. Aux termes du paragraphe 7 du projet d'article 13, le procureur n'exerce pas ses fonctions à l'égard d'une plainte concernant une personne de la même nationalité. Mais il faudrait également prévoir, à cet égard, des motifs supplémentaires de récusation tels qu'une accusation de parti pris ou une intervention antérieure en qualité de juge.

Projet d'article 15 : Perte de fonctions

L'Autriche émet des réserves au sujet de la disposition selon laquelle le procureur peut être relevé de ses fonctions par un organe différent de celui qui l'a élu.

Projet d'article 16 : Privilèges et immunités

De l'avis de l'Autriche, l'application, en la matière, d'un traitement différent aux juges et aux procureurs ne semble pas justifiée.

Projets d'articles 19 et 20 : Règlement du Tribunal; Règlement intérieur de la Cour

L'Autriche partage le point de vue selon lequel il convient de distinguer entre le règlement intérieur du Tribunal et le règlement intérieur de la Cour.

Projet d'article 21 : Révision du Statut

L'Autriche se félicite des dispositions de l'alinéa b) du projet d'article 21 sur la base desquelles la compétence de la Cour pourra être étendue à de nouveaux instruments.

Projet d'article 22 : Liste de crimes définis par voie de traité

La liste de crimes définis par voie de traité, qui apparaît à l'article 22, rencontre, d'une manière générale, l'approbation de l'Autriche. L'Autriche estime, comme certains membres du Groupe de travail, que le crime de torture, tel qu'il est défini dans la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, devrait être inclus dans la liste. De plus, il faudrait éviter de donner un caractère exhaustif à l'article 22, qui devrait pendre en considération la possibilité que de nouveaux instruments viennent définir des crimes relevant de la compétence de la Cour.

Projet d'article 23 : Acceptation par les Etats de la compétence de la Cour pour les crimes énumérés à l'article 22

L'Autriche préfère nettement la variante B qui prévoit l'attribution automatique à la Cour de la compétence pour les crimes énumérés à l'article 22, associée à un système de retrait. Il conviendrait toutefois de modifier la variante B de manière à ce que les Etats non parties soient également autorisés à accepter la compétence de la Cour par la voie d'une déclaration telle que celle qui est prévue dans la même variante.

Projet d'article 24 : Compétence de la Cour aux termes de l'article 22

Compte tenu de ses observations précédentes, l'Autriche est d'avis qu'imposer les deux conditions pour l'acceptation de la compétence ratione personae de la Cour, comme le fait le paragraphe 2 de l'article 24, risquerait d'affaiblir l'efficacité du système judiciaire. Aussi faudrait-il ne prévoir qu'un seul acte d'acceptation.

Projet d'article 25 : Affaires soumises à la Cour par le Conseil de sécurité

De l'avis de l'Autriche, le libellé du projet d'article 25 laisse en suspens la question de savoir si le Conseil de sécurité peut porter des affaires devant la Cour dès lors que les Etats en cause n'ont pas accepté la compétence de celle-ci, ou si cette possibilité est exclue.

Projet d'article 28 : Droit applicable

De l'avis de l'Autriche, l'alinéa c) du projet d'article 28 devrait préciser quel droit interne constituera la source subsidiaire : par exemple, le droit interne de l'Etat où le crime a été commis ou le droit de l'Etat dont l'accusé ou la victime, selon le cas, est un ressortissant.

Projet d'article 29 : Dépôt d'une plainte et engagement des poursuites

L'Autriche préférerait que seuls le Conseil de sécurité et les Etats membres du Tribunal aient le droit d'engager des poursuites. Une telle suggestion inciterait les Etats à adhérer au Statut. L'Autriche souscrit à la suggestion d'un membre du Groupe de travail tendant à créer une chambre d'accusation composée de trois juges.

Projet d'article 30 : Information et établissement de l'acte d'accusation

Compte tenu de la vocation du Tribunal, qui est de garantir une juridiction indépendante et impartiale, l'Autriche émet des réserves au sujet de la compétence du Bureau - composé du Président et des Vice-Présidents de la Cour - pour réexaminer les décisions prises par le procureur. L'Autriche partage toutefois le point de vue selon lequel il faudrait éviter d'engager des poursuites dans le cas de plaintes dénuées de tout fondement.

Projet d'article 31 : Engagement des poursuites

Dans son commentaire du projet d'article 31, le Groupe de travail déclare qu'une personne peut être arrêtée ou mise en détention en vertu du Statut, alors que l'établissement de l'acte d'accusation est encore en cours, si dans le cadre de l'instruction la Cour estime que l'acte d'accusation est suffisamment motivé et que la présence du suspect au procès ne peut être garantie autrement. On pourrait envisager d'autoriser également l'arrestation lorsqu'il y a risque de collusion ou de récidive.

Projet d'article 32 : Acte d'accusation

L'Autriche estime que ça ne doit pas être le Bureau, mais une "chambre d'accusation" distincte, qui examine l'acte d'accusation (cf. commentaire de l'article 29). Une telle disposition permettrait en outre d'éviter de donner une impression de parti pris de la part du Président ou des Vice-Présidents, qui sont membres du Bureau, lorsqu'ils interviendraient en appel.

Projet d'article 33 : Signification de l'acte d'accusation

Les paragraphes 2 et 3 du projet d'article 33 ayant pour objet la coopération internationale et l'assistance judiciaire, l'Autriche estime qu'il faudrait insérer dans ce projet d'article un renvoi au paragraphe 1 et aux alinéas b) et c) du paragraphe 2 de l'article 58. En conséquence, le paragraphe 4 du projet d'article 33 pourrait renvoyer au projet d'article 59. Quant au paragraphe 5, on pourrait envisager d'y remplacer la notification par d'autres moyens appropriés (par exemple la notification publique).

Projet d'article 37 : Constitution de chambres

En ce qui concerne le commentaire du projet d'article 37, l'Autriche estime comme certains membres du Groupe de travail que la composition des chambres devrait être déterminée à l'avance sur une base annuelle et obéir au principe du roulement, dans le respect des formes régulières.

Projet d'article 38 : Contestation de la compétence

L'Autriche estime que seuls les Etats qui ont un intérêt objectif dans une affaire devraient être autorisés à contester la compétence de la Cour. Ce droit devrait être reconnu aussi bien à l'Etat concerné qu'à l'accusé. L'exercice de ce droit devrait être autorisé avant l'ouverture du procès ou au commencement de celui-ci. On pourrait également envisager d'accorder à l'accusé le droit de contester la compétence immédiatement après la signification de l'acte d'accusation. Les principaux droits de l'accusé dans

la procédure ne semblent pas être affectés par une telle disposition car l'accusé devra être dûment informé et se voir communiquer toutes les pièces conformément au paragraphe 1 du projet d'article 33, et cela en temps utile pour lui permettre de contester le cas échéant la compétence de la Cour même avant l'ouverture du procès. L'Autriche suggère de réexaminer la question de savoir s'il doit appartenir à la chambre d'accusation qu'il est suggéré de créer (voir les observations concernant le projet d'article 29) de se prononcer sur la contestation.

#### Projet d'article 39 : Fonctions de la Chambre

L'Autriche estime que le procureur doit donner lecture de l'acte d'accusation à l'ouverture du procès. Dans le cas contraire, on risquerait de donner l'impression qu'il y a identité entre la Cour et le parquet.

#### Projet d'article 41 : Principe de légalité (nullum crimen sine lege)

L'Autriche estime que le texte qui figure entre crochets à l'alinéa a) n'est pas suffisamment pertinent pour donner des définitions claires et précises; il devrait donc être supprimé.

#### Projet d'article 44 : Droits de l'accusé

L'Autriche partage l'avis de certains membres du Groupe de travail : dans les situations visées aux alinéas b) et c) du paragraphe 3 du commentaire du Groupe de travail relatif au projet d'article 44, la tenue d'un procès par contumace pourrait être appropriée. Des dispositions plus claires et plus précises semblent toutefois s'imposer dans la perspective de tels procès. L'Autriche partage également le point de vue selon lequel, dans le cas d'un procès par contumace, le jugement rendu doit être provisoire en ce sens que si ultérieurement l'accusé se présente devant la Cour, un nouveau procès devra être mené en sa présence.

#### Projet d'article 45 : Autorité de la chose jugée (non bis in idem)

Seul le commentaire du Groupe de travail relatif au projet d'article 45 permet de comprendre que le principe "non bis in idem" s'applique uniquement lorsqu'il a été statué sur le fond. L'Autriche estime qu'il faudrait remanier le texte du projet d'article 45 de manière à préciser que ce principe ne s'applique que dans ce cas, et que l'article en cause ne peut par conséquent pas être appliqué en vue d'arrêter des poursuites ou de réformer un jugement d'acquiescement pour des motifs de forme.

#### Projet d'article 47 : Pouvoirs de la Cour

L'Autriche partage l'avis du Groupe de travail, formulé dans son commentaire du projet d'article 47, selon lequel un procès-verbal complet et exact du procès revêt une très grande importance pour l'accusé ou le procureur en cas d'appel ou de révision. Aussi l'Autriche considère-t-elle comme indispensable que les procès-verbaux soient communiqués à ces personnes. On pourrait aussi envisager d'ajouter une disposition accordant aux personnes mentionnées le droit de recevoir copie des procès-verbaux.

Projet d'article 48 : Dépositions

De l'avis de l'Autriche, il serait préférable que la compétence pour statuer sur les témoignages obtenus par la contrainte et les faux témoignages appartienne à la Cour.

Projet d'article 51 : Jugement

L'Autriche souscrit à l'avis de certains membres du Groupe de travail, exprimé dans le commentaire du projet d'article 51, selon lequel les opinions dissidentes et individuelles ne devraient pas être autorisées.

Projet d'article 52 : Prononcé de la peine

L'Autriche estime que la formule prévue au paragraphe 2 de l'article 51 devrait également être introduite dans l'article 52.

Projet d'article 53 : Peines applicables

Il conviendrait de se demander si la Cour pourrait contraindre les condamnés à prendre à leur charge les frais du procès. L'Autriche ne voit aucune objection à ce que la Cour ait le droit de restituer des biens volés à leurs propriétaires légitimes.

Projet d'article 55 : Appel d'un jugement ou d'une condamnation

S'agissant du droit d'appel du procureur, l'Autriche estime qu'il faudrait l'aligner sur celui de l'accusé. Une limitation du droit d'appel du procureur ne semble pas justifiée.

Projet d'article 56 : Procédure d'appel

L'Autriche estime qu'il faudrait introduire dans le projet d'article 56 également la règle énoncée au paragraphe 2 du projet d'article 51. L'Autriche conteste le rôle attribué au Bureau dans la désignation des membres de la chambre d'appel. Elle partage l'avis exprimé par le Groupe de travail au paragraphe 5 de son commentaire du projet d'article 56 et selon lequel les appels devraient être du ressort d'une chambre à part. On pourrait envisager d'autoriser la Cour plénière, à l'exception des juges qui interviennent dans la décision de la juridiction inférieure, à constituer une chambre d'appel.

Projet d'article 58 : Coopération internationale et assistance judiciaire

L'Autriche propose que les Etats soient tenus d'exposer leurs motifs lorsqu'ils opposent un refus définitif à une demande d'assistance judiciaire internationale ou diffèrent son exécution (voir par. 5 de l'article 4 du Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/117).

Projet d'article 61 : Communications et teneur de la documentation

L'Autriche suggère d'ajouter au paragraphe 3 la formule suivante, à titre de clause générale :

"f) toute autre information nécessaire pour la bonne exécution de la demande".

(Voir également le paragraphe 1 g) de l'article 5 du Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale.)

Projet d'article 62 : Mesures conservatoires

Les alinéas a) et b) pourraient être complétés par le libellé suivant :

"dans l'attente de la communication d'une demande formelle au titre de l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 58".

En outre, l'Autriche estime qu'il conviendrait que cet article indique quel devrait être le contenu des demandes.

Projet d'article 63 : Remise de l'accusé au Tribunal

De l'avis de l'Autriche, le libellé du projet d'article 63 pourrait être mal interprété, dans la mesure où l'emploi du terme "extradition" incite à engager une procédure formelle aux fins de l'extradition. Le cas échéant, il appartiendrait à un tribunal interne de se prononcer sur l'illicéité de l'extradition selon ses propres règles (cf. par exemple, les règles relatives au caractère politique du crime). Il faudrait éviter cette conséquence.

Projet d'article 67 : Grâce, liberté conditionnelle ou commutation de la peine

De l'avis de l'Autriche, le système prévu au paragraphe 4 devrait être le système normal, de manière à ce qu'on puisse éviter de créer une chambre à ces seules fins.



## ETATS-UNIS D'AMERIQUE

[Original : anglais]

[2 juin 1994]

En réponse à la demande formulée par le Secrétaire général dans ses communications du 4 octobre 1993 et du 4 janvier 1994, les Etats-Unis d'Amérique ont l'honneur de présenter les observations ci-après sur le rapport du Groupe de travail de la Commission du droit international (CDI) (A/48/10) contenant les projets d'article pour une Cour criminelle internationale (CCI).

I. Observations générales

Les Etats-Unis tiennent à rendre hommage au Groupe de travail de la CDI pour les efforts impressionnants qu'il a déployés, permettant ainsi aux gouvernements de disposer d'un document autour duquel peut s'ordonner utilement l'examen de ce sujet dans toute sa complexité.

Les présentes observations ont, par la force des choses, un caractère préliminaire, et le Gouvernement des Etats-Unis pourra être amené à en présenter d'autres ultérieurement. L'absence d'observations sur un aspect donné du projet de statut ne signifie cependant pas que les Etats-Unis approuvent ou désapprouvent la formulation retenue à cet égard par la CDI.

Le rapport du Groupe de travail répond certes à bon nombre de préoccupations que les Etats-Unis partagent avec d'autres pays à propos de la création d'une CCI, mais laisse aussi en suspens un certain nombre de problèmes importants. Nous considérons que la CCI ne pourra pas apporter au monde le type de contribution escompté par la CDI que si ces problèmes sont réglés. Il importe dès lors que la CDI tienne compte des vues des Etats pour la suite de ses travaux afin d'élaborer un statut qui tire parti des mécanismes judiciaires nationaux et internationaux au lieu de s'y substituer.

Nous demandons instamment à la CDI, dans la suite de ses délibérations, de réfléchir aux considérations suivantes :

- Une cour criminelle internationale doit être considérée comme un mécanisme supplétif, un mécanisme qui ne concurrence pas les relations existantes et opérantes en matière de répression. En d'autres termes, elle doit être expressément destinée aux affaires pour lesquelles les Etats intéressés éprouvent le besoin de disposer de ce type d'instance, probablement parce qu'aucune autre ne fait l'affaire.
- Le statut doit traduire un consensus entre les Etats. A défaut, le traité ne sera pas réellement accepté par les Etats et cette entreprise importante sera vouée à l'échec.
- Etant donné la nécessité d'un consensus, il faut éviter tout lien entre le projet de création d'une cour criminelle internationale et l'élaboration du projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le Code en question est, en l'état actuel des choses, un document éminemment controversé et imparfait.

Tant qu'il en sera ainsi, il ne saurait fonder la compétence d'une cour internationale.

- Les besoins du Tribunal sur les plans budgétaire et administratif doivent être traités avec grand soin. Le Tribunal pourrait s'avérer une entreprise extrêmement coûteuse, surtout si, à un moment donné, il est utilisé pour des enquêtes prolongées ou pour plus qu'un nombre limité d'affaires.

Nous considérons que les règles régissant l'administration de la preuve et la procédure du Tribunal doivent être arrêtées par les Etats parties et formulées concurremment avec le statut et non laissées à l'appréciation de la cour. Dans bien des cas, le contenu de ces règles peut être aussi important que celui du statut, ne serait-ce qu'en raison de leurs répercussions importantes sur les droits de la défense, ce qui impose qu'elles soient conformes aux normes pertinentes des droits de l'homme et de la légalité.

## II. Observations relatives aux différents articles

### Première partie : Institution et composition du Tribunal

#### Article premier - Institution du Tribunal

Les Etats-Unis approuvent le choix fait par le Groupe de travail de la CDI, à savoir la création du Tribunal par voie de traité multilatéral liant les Etats qui décident d'y devenir partie.

#### Article 2 - Lien du Tribunal avec l'Organisation des Nations Unies

Les Etats-Unis estiment que le Tribunal ne devrait pas être créé en tant qu'organe de l'ONU, car il faudrait alors entreprendre la tâche complexe de modification de la Charte des Nations Unies, mais un lien clair doit néanmoins être établi entre le Tribunal et l'ONU. Un accord entre les deux est souhaitable parce qu'il faciliterait leur coopération, ce qui est d'autant plus important que, comme il est noté dans le commentaire, une partie de la compétence du Tribunal pourrait dépendre de décisions du Conseil de sécurité. Un moyen judicieux d'établir un lien de ce type consisterait pour l'ONU et la future cour à conclure un accord similaire aux accords qui lient l'ONU et les institutions spécialisées, conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies.

Nous considérons que le Statut doit prévoir un mécanisme approprié de "ratification" par les Etats parties des grandes décisions du Tribunal qui peuvent avoir des répercussions financières ou opérationnelles. L'on pourrait pour ce faire inclure dans le statut un article prévoyant que certaines questions seront soumises aux Etats parties.

#### Article 3 - Siège du Tribunal

Cette question pourrait être tranchée dans la convention créant la future cour. Elle pourrait à défaut faire l'objet d'une décision de la majorité des Etats parties.

#### Article 4 - Statut du Tribunal

Nous souscrivons au principe selon lequel, pour des raisons budgétaires, le Tribunal ne siégerait que lorsque cela est nécessaire pour examiner une affaire. Nous ne pensons pas que cela signifie que le Tribunal sera privé de la permanence ou de l'autorité dont il a besoin pour s'acquitter de sa mission. Pour le moment, les Etats ne sont pas en mesure de dire quelle sera l'ampleur de l'activité du Tribunal. Exiger que la future cour siège en permanence reviendrait à priver cette institution de la souplesse nécessaire, et à imposer aux Etats parties des dépenses inutiles.

#### Article 6 - Qualités des juges

Nous considérons qu'une distinction devrait être établie dans le statut entre les qualités requises des juges selon que ces derniers interviennent en première instance ou en appel. Les juges de première instance devraient être tenus d'avoir une expérience de juge au pénal. Il serait certes souhaitable que les juges d'appel aient une expérience des affaires pénales en appel, mais étant donné l'aspect "droit international" du Tribunal, il n'est peut-être pas nécessaire d'exiger une telle expérience lorsque l'intéressé peut se prévaloir d'une autre expérience pertinente.

#### Article 7 - Election des juges

Les Etats-Unis sont fermement convaincus que la fonction de juge d'appel doit être indépendante de celle de juge de première instance, afin que la procédure de recours soit complète et équitable. En conséquence, nous proposons que les juges soient élus séparément pour ces deux fonctions. Les candidats à des postes de juge auront probablement plus d'expérience à l'un ou l'autre de ces deux titres, aussi le scrutin séparé permettra-t-il aux Etats parties de s'assurer que les compétences sont employées à bon escient.

Nous réservons notre position quant à la question de savoir si la Cour doit effectivement compter 18 juges. Le nombre des juges est en effet dans une large mesure fonction de celui des affaires que les Etats parties pensent que le Tribunal aura à juger, et de l'enveloppe budgétaire globale du tribunal.

Les juges devraient être élus par les Etats parties.

#### Article 9 - Indépendance des juges

Le règlement du Tribunal devra comporter des directives précises sur l'exercice de la fonction judiciaire, et trouver un juste équilibre entre la nécessité de permettre à des juges à temps partiel de gagner leur vie et celle de veiller à ce que l'intégrité des juges et du Tribunal ne soit aucunement menacée, en apparence comme dans la réalité. A titre d'exemple, il conviendrait d'autoriser les juges à enseigner le droit ou exercer la profession d'avocat (sans toutefois qu'ils puissent s'occuper d'affaires liées à des questions dont le Tribunal est saisi ou qui soient de quelque autre manière incompatibles avec les règles du Tribunal relatives aux conflits d'intérêts. Les juges ne devraient pas être membres des pouvoirs exécutif ou législatif. Il conviendrait d'étudier la question de savoir s'ils peuvent être juges dans les tribunaux internes.

L'une des raisons importantes qui font que le statut des juges doit être défini à l'avance tient au fait que des candidats potentiels aux fonctions de juge risquent de ne pas se présenter s'ils ne sont pas sûrs des conséquences qu'aurait l'exercice de ces fonctions sur leurs activités extérieures et leurs revenus.

#### Article 10 - Election et fonctions du Président et des Vice-Présidents

Nous considérons que le Président et les Vice-Présidents devraient être élus par les Etats parties et non par les juges.

#### Article 11 - Récusation des juges

Nous ne pensons pas qu'il y ait une raison de limiter le nombre des juges qu'un accusé peut récuser. Le traitement des contestations de cet ordre ne devrait pas en règle générale poser de difficultés. Le Procureur devrait également avoir le droit de demander la récusation d'un juge, de même que les juges eux-mêmes. Plutôt que la Chambre, ou la Chambre complétée par le Bureau il serait préférable que ce soit la cour siégeant en formation plénière qui statue en la matière. La décision définitive doit être prise à la majorité des juges habilités présents et votants.

Dans certains cas, des Etats parties peuvent disposer d'informations pouvant influencer sur la décision de récusation. Il conviendrait donc de prévoir une procédure qui permette à ces Etats parties de demander à la Cour de faire examiner la question par la Chambre concernée.

#### Article 12 - Election et fonctions du Greffier

Le Statut devrait prévoir la possibilité de révocation motivée du Greffier par la majorité des membres de la Cour. Un mandat de sept ans semble quelque peu long pour ce type de charge, et il serait peut-être préférable de ramener ce mandat à cinq ans, surtout si le Greffier est rééligible.

Le Tribunal, en tant que mécanisme supplétif, devrait être doté d'effectifs réduits, que les Etats parties pourraient convenir d'étoffer en cas de besoin. Ce principe fondamental devrait s'appliquer tant au Greffe qu'au Parquet.

L'effectif du Greffe et son budget devraient être soumis à l'approbation des Etats parties. Dans la version actuelle du statut, le Bureau pourrait autoriser le recrutement de personnel supplémentaire en nombre illimité, dont on suppose que le coût serait pris en charge par les Etats parties. Il conviendrait au contraire que, chaque année ou plus fréquemment, le Greffier présente au Président de la Cour un bilan détaillé de ses activités, accompagné de propositions de dépenses pour l'exercice suivant. Le Président présenterait alors un projet aux Etats parties, établi sur la base des propositions du Greffier.

### Article 13 - Composition, fonctions et pouvoirs du Parquet

Le Gouvernement des Etats-Unis souscrit à la proposition du Groupe de travail tendant à ce que le Procureur et le Procureur adjoint soient élus par les Etats parties. Cette élection devrait se faire à la majorité qualifiée, par exemple à la majorité des deux tiers des Etats parties.

Sans toucher fondamentalement à l'indépendance du Parquet, les Etats parties doivent néanmoins avoir un droit de regard sur le budget de celui-ci. Le Parquet devrait donc, à l'instar du Greffe, établir périodiquement des propositions budgétaires à soumettre à l'approbation des Etats parties.

### Article 15 - Perte de fonctions

Le Statut devrait prévoir, dans cet article ou dans un autre, que les juges, le Procureur ou le Procureur adjoint et le Greffier peuvent être révoqués, ou voir leurs fonctions suspendues, lorsqu'ils sont empêchés d'exercer leurs fonctions pour cause de longue maladie ou d'invalidité.

Etant donné l'importance accordée à l'indépendance du Parquet, il y a lieu de se demander si la Cour devrait pouvoir révoquer le Procureur ou Procureur adjoint. Nous suggérons que le Statut limite le pouvoir de la Cour à celui d'interdire à un Procureur, pour justes motifs, d'exercer ses fonctions dans telle ou telle affaire, mais subordonne la révocation du Procureur ou du Procureur adjoint à une décision des Etats parties prise à la majorité qualifiée. La CDI devra mettre au point des mécanismes d'examen rapide des problèmes par les Etats parties et des procédures de vote.

### Article 16 - Privilèges et immunités

Cette disposition devrait être révisée de manière à ce qu'elle énonce clairement, et sans renvoi aux règles appliquées par d'autres institutions, les privilèges et immunités dont jouissent certaines personnes ou catégories de personnes. Nous suggérons donc que les juges et le Procureur (et éventuellement le Procureur adjoint) jouissent de l'immunité diplomatique totale lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat partie pour y exercer des fonctions officielles liées à l'activité du Tribunal. Nous accorderions l'intégralité des privilèges et immunités au Procureur, parce qu'il sera probablement amené à prendre le type de décisions controversées exigeant une telle protection. Toutes les autres catégories de personnes énumérées devraient jouir des privilèges et immunités accordés au personnel administratif et technique par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, lorsque ces personnes se trouvent sur le territoire d'un Etat partie pour y exercer des fonctions officielles liées à l'activité du Tribunal.

Il conviendrait d'examiner plus avant la question de savoir qui aurait pouvoir de lever les immunités. La personne ayant pouvoir de lever l'immunité doit normalement être celle qui a une autorité directe sur la personne dont l'immunité est visée. Il conviendrait donc que le Procureur puisse lever l'immunité d'autres procureurs ou membres du Parquet, le Président (peut-être en consultation avec les autres membres de la Cour), celle du personnel de la Cour, du Greffe et de son personnel et des avocats, experts et témoins.

#### Article 17 - Allocations et frais

Si les juges en arrivent à travailler à plein temps, il faudra prévoir un mécanisme de transition afin que les indemnités journalières versées ne dépassent pas ce que lesdits juges auraient normalement perçu à titre de salaire intégral pour la même période.

#### Article 19 - Règlement du Tribunal

Comme on l'a dit plus haut, les Etats-Unis considèrent que le règlement du Tribunal devrait être formulé en même temps que le statut et accepté par les Etats parties avant la création de la CCI. La conduite des enquêtes préliminaires, le règlement intérieur et les règles d'administration de la preuve et autres dispositions "nécessaires" à la mise en oeuvre du Statut peuvent avoir des incidences fondamentales sur l'aptitude du Tribunal à conduire des procès équitables et acceptables. La rédaction de règles qui influent à ce point sur le fonctionnement du Tribunal sera une tâche ardue; on ne devrait pas demander aux Etats parties d'approuver la création de la CCI avant que cette tâche ait été menée à son terme et que le résultat n'ait recueilli l'adhésion générale.

#### Article 20 - Règlement intérieur de la Cour

En règle générale, la Cour devrait être libre d'établir son règlement intérieur. Il faudra cependant veiller à ce que ce règlement ne porte pas atteinte aux droits de l'accusé. Si le règlement intérieur de la Cour n'est pas soumis à l'approbation préalable des Etats parties, il conviendrait alors de préciser dans le Statut que les règles de procédure et les règles concernant l'administration de la preuve (qui seraient, elles, soumises à cette approbation) l'emportent, en cas de conflit, sur le règlement de la Cour.

#### Article 21 - Révision du Statut

Il est certes souhaitable de prévoir l'organisation d'une conférence de révision, mais l'article ne devrait pas faire état du Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Comme indiqué plus haut, le Code est un texte controversé qui, à ce stade, ne saurait fonder la compétence d'une cour criminelle internationale, et nous doutons qu'il puisse le faire dans un proche avenir.

### Deuxième partie : Compétence et droit applicable

#### Article 22 - Liste de crimes définis par voie de traité

Le Gouvernement des Etats-Unis a examiné très attentivement les projets d'articles sur la compétence, qui sont, sans conteste possible, au coeur du sujet et doivent être en conséquence rédigés avec grand soin. En formulant des recommandations sur l'organisation de la compétence d'une cour criminelle internationale, nous avons tenu compte de la nécessité pour un projet ambitieux de cette nature de bénéficier d'un très large appui.

a) Crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide

L'actualité montre qu'il importe de veiller à ce que les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide ne restent pas impunis. S'il est vrai que, dans la plupart des cas, des poursuites internationales ne sauraient valablement remplacer la justice et la discipline militaires, il n'en est pas moins vrai qu'il est des cas où l'action conduite au niveau national ne suffira pas. C'est pourquoi nous croyons que ces crimes sont tout à fait de ceux qui devraient relever de la compétence d'une cour criminelle internationale. Ils sont un sujet de préoccupation profonde pour tous les Etats. Outre qu'ils peuvent être graves au point de bouleverser la conscience du monde civilisé, ils concernent tous les Etats, principalement parce qu'ils peuvent être à l'origine d'instabilités qui menacent la paix et la sécurité internationales, ou encore parce qu'ils sont commis dans le cadre de conflits internationaux. En raison de ce lien avec la paix et la sécurité, les Etats-Unis concluent que ces crimes ne devraient relever de la compétence du Tribunal que dans les cas où celui-ci en serait saisi par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Parallèlement, nous croyons que les crimes de ce type ne devraient pas pouvoir être portés devant le Tribunal par les Etats. Le Conseil de sécurité est bien placé pour dire qu'une situation revêt une importance telle pour la communauté internationale que des poursuites internationales (plutôt que nationales) s'imposent. Qui plus est, nous craignons que les Etats ne soient tentés d'invoquer la compétence du Tribunal à des fins politiques.

Il est bon, à notre avis, que la Cour criminelle internationale soit compétente pour connaître des violations des lois de la guerre bien établies. Comme certains éléments du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 ne sont pas encore suffisamment reconnus et acceptés, nous concluons que les infractions au Protocole I ne devraient pas relever de la compétence du Tribunal. En outre, en cas de conflit armé, les lois de la guerre applicables découlent des traités auxquels tous les belligérants sont parties. Le projet de la CDI permettrait à un des belligérants à un conflit futur d'engager devant la Cour criminelle internationale des poursuites contre des membres des forces armées d'un autre belligérant pour violation des lois de la guerre, en vertu d'un instrument auquel ce dernier n'est pas partie, et pour des crimes qui ne sont pas suffisamment reconnus comme tels. Il conviendrait d'éviter ce genre de conséquence. (En outre, comme nous l'expliquerons plus loin, nous croyons que le Tribunal ne devrait pas être compétent pour connaître d'affaires qui autrement relèveraient d'un accord en vigueur sur le Statut des forces.)

Dans ces conditions, le Gouvernement des Etats-Unis appuie la création d'une Cour criminelle internationale que seul le Conseil de sécurité pourrait saisir pour enquêter sur les crimes énoncés dans les instruments énumérés à l'alinéa a) et à l'alinéa b) i) à iv) de l'article 22 du projet et exercer les poursuites correspondantes. Aux violations graves des Conventions de Genève, nous ajouterions les violations de gravité équivalente des Conventions de La Haye de 1907. En l'absence d'instrument adéquat les définissant, nous proposons que la CDI envisage de mettre au point une définition des crimes contre l'humanité, qui serait incorporée dans le Statut et conçue peut-être sur le modèle de l'article 5 du Statut du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie.

Dans le cas de la Cour criminelle internationale, nous suggérerions que la CDI précise que les crimes contre l'humanité ne doivent pas être limités aux crimes liés à un conflit armé, voire perpétrés au cours d'un conflit armé.

b) Crimes en vertu des conventions sur le "terrorisme"

De même, le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît qu'il pourrait être en principe souhaitable, dans certains cas, qu'une juridiction poursuive les personnes ayant commis des crimes définis dans les conventions énumérées aux alinéas c), d), f), g) et h) de l'article 22 du projet de statut lorsqu'il n'existe pas de juridictions nationales pour ce faire ou lorsque celles-ci ne suffisent pas. Mais dans le même temps, la compétence éventuelle de la Cour criminelle internationale ne devrait en aucune manière ni empêcher les tribunaux nationaux de dûment poursuivre les terroristes ni compromettre leur action dans ce sens. Malheureusement, ce risque est présent dans la proposition qui est faite.

Saisir une juridiction criminelle internationale d'affaires de ce genre risque de soulever maintes difficultés. La question se pose notamment de savoir si un tribunal de cette nature serait à même de conduire des enquêtes sur des affaires de terrorisme complexes avec autant de compétence que les gouvernements nationaux. Ces enquêtes prennent souvent des années et requièrent des ressources considérables, ressources dont le Procureur de la Cour criminelle internationale ne disposera peut-être pas. En outre, il se pourrait finalement qu'une juridiction criminelle internationale empiète sur les enquêtes légitimes conduites au niveau national, ou que les autorités nationales lui abandonnent des enquêtes qu'en fait elles conduiraient plus efficacement.

De plus, nous persistons à nourrir des réserves sur la démarche consistant à fonder la compétence sur des traités qui, à plus d'un titre, ne donnent pas de définitions précises des crimes mais imposent des obligations destinées à faciliter l'exercice de la compétence nationale. En règle générale, d'importants éléments constitutifs des crimes et les exceptions sont laissés aux juridictions nationales. Le Statut, les règles d'administration de la preuve et les règles de procédure devront à cet égard être suffisamment précis pour que la Cour criminelle internationale se conforme au principe nullem crimen sine lege.

La CDI et les Etats membres devront examiner de près la question de savoir si ces difficultés peuvent être résolues de manière à justifier l'inclusion du terrorisme dans la liste des crimes dont la Cour criminelle internationale est compétente pour connaître. Le Gouvernement des Etats-Unis réserve son jugement sur cette possibilité, tout en espérant que la CDI sera en mesure d'avancer dans ses travaux et de présenter une analyse des questions qui pourra aider les Etats Membres de l'ONU à poursuivre leur débat.

c) Protection des membres des forces de maintien de la paix

Nous notons avec satisfaction les progrès réalisés à l'ONU dans l'élaboration d'une convention sur la responsabilité pour les attaques perpétrées contre des membres des forces de maintien de la paix des Nations Unies et du personnel associé. Au cas où cette convention entrerait



en vigueur, il conviendrait d'envisager d'étendre la compétence de la Cour criminelle internationale aux crimes qui y seraient définis. La CDI devrait, quant à elle, explorer les moyens d'étendre la compétence de la Cour criminelle internationale à ces crimes dès que l'instrument entrera en vigueur et que les Etats parties auront décidé qu'ils souhaitent l'incorporer dans le Statut.

d) Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

Nous croyons qu'il ne faudrait pas faire état à l'article 22 de la Convention internationale de 1973 sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Cette convention visait essentiellement une situation donnée, celle du système d'apartheid en Afrique du Sud, désormais démantelé. Elle était controversée au moment de son adoption et n'a pas recueilli un large appui, en partie parce que la définition du crime d'apartheid qu'elle donne n'est pas suffisamment précise.

Article 23 - Acceptation par les Etats de la compétence de la Cour pour les crimes énumérés à l'article 22

S'agissant des variantes proposées dans le projet de Statut, notre préférence va à la variante A parce qu'elle reflète mieux, comme indiqué dans le commentaire, la base consensuelle sur laquelle doit reposer la compétence du tribunal.

Article 24 - Compétence de la Cour aux termes de l'article 22

Il est essentiel que le Tribunal ne se substitue pas, ni ne porte atteinte, aux relations interétatiques en vigueur et effectives en matière de répression. C'est ainsi que les Etats ne devraient pas être autorisés à se soustraire aux obligations qui leur incombent en vertu de traités d'extradition en vigueur en saisissant la Cour criminelle internationale. D'autre part, le personnel militaire qui, autrement, relèverait de la compétence de ses tribunaux nationaux en vertu d'un accord sur le statut des forces ou d'un accord analogue ne devrait pas être jugé par le Tribunal. La raison première qui milite en faveur de la création d'une Cour criminelle internationale est de ne pas laisser impunies les personnes qui ont commis les crimes les plus graves : dans les cas où une personne serait jugée et punie par la Cour criminelle internationale alors qu'elle pourrait l'être par une juridiction nationale, la Cour criminelle internationale devient un mécanisme concurrent plutôt que complémentaire.

En matière pénale, il est généralement préférable de saisir les juridictions nationales. Les raisons en sont multiples : le droit applicable sera généralement précis; les poursuites seront moins complexes, reposant sur des précédents et des règles connus; les frais en matière de poursuites et de défense seront généralement moins lourds; les éléments de preuve et les témoins seront normalement plus aisément accessibles; les problèmes de langue seront réduits au minimum; les tribunaux locaux appliqueront des procédures établies pour obtenir les éléments de preuve et les dépositions nécessaires, y compris les règles relatives au faux témoignage. Les poursuites pénales sur

le plan international seront presque toujours plus compliquées et onéreuses qu'au niveau national et ne donneront pas nécessairement un résultat plus juste.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prévoir des mécanismes appropriés pour faire en sorte que, dans le cas d'affaires soumises par les Etats, les juridictions nationales soient préférées à la Cour criminelle internationale si les Etats sont désireux et en mesure de les saisir. Du reste, cette préférence ressort d'un projet de la CDI de 1992 (A/CN.4/430/Add.1), qui prévoyait un régime de consentement plus large que celui envisagé dans le projet du Groupe de travail.

Nous proposons que l'article 26 soit révisé afin que le régime de consentement extrêmement restreint envisagé présentement dans le Statut soit élargi aux Etats ayant un intérêt décisif à poursuivre. Plus particulièrement, nous croyons que dans chacun des cas envisagés aux alinéas c), d), f), g) et h) de l'article 22, il conviendrait d'obtenir le consentement de l'Etat où le crime a été commis, ou celui de l'Etat de la nationalité de la victime (ou dans le cas de victimes ayant plusieurs nationalités, celui de l'Etat ou des Etats ayant l'intérêt le plus marqué). Dans presque tous les cas, l'Etat sur le territoire duquel le crime a été commis sera compétent et aura un intérêt particulier à poursuivre toute personne qui l'a commis. L'Etat de la nationalité de la victime sera souvent, dans les cas de terrorisme, l'Etat contre lequel l'attaque a été dirigée : en conséquence, il a un intérêt particulier à juger les personnes accusées du crime.

Nous ne sommes pas hostiles à l'idée d'accorder à l'Etat qui a la garde de l'accusé un droit de consentement préalable. Nous notons cependant qu'au nombre des Etats qui ont un "intérêt" à poursuivre, cet Etat n'a pas l'intérêt le plus déterminant à le faire. En effet, la présence du fugitif sur son territoire peut n'être que fortuite. La pratique traditionnelle de l'extradition a accordé un poids particulier au rôle de l'Etat qui a la garde de l'accusé, mais ceci ne se justifie peut-être pas dans les cas où l'objectif est de déterminer les Etats dont les raisons d'exercer eux-mêmes les poursuites sont telles qu'elles excluent l'intervention de la Cour criminelle internationale.

Si un Etat qui a la garde de l'accusé, en quelque circonstance que ce soit, exerce un droit soit de refuser de remettre l'accusé à la Cour criminelle internationale, soit de refuser de consentir à ce que la Cour criminelle internationale exerce des poursuites, il doit être tenu (s'il est compétent à l'égard du crime) de soumettre l'affaire à ses autorités compétentes afin qu'elles exercent les poursuites, ou de remettre l'accusé à un autre Etat qui est prêt à poursuivre.

De plus, tout Etat lié par un traité d'extradition avec l'Etat qui a la garde de l'accusé, ou tout Etat pouvant demander l'extradition en vertu de la législation en matière d'extradition de l'Etat qui a la garde de l'accusé, devrait pouvoir demander l'extradition de l'accusé avant que la Cour criminelle internationale ne se saisisse de l'affaire. Si l'Etat qui a la garde de l'accusé n'est pas tenu et n'a pas l'intention d'extrader l'accusé vers l'Etat requérant (ou s'il n'est pas tenu d'exercer des poursuites en application d'un traité d'extradition), ou si l'Etat vers lequel le fugitif

a été extradité n'exerce pas, pour une raison ou une autre, les poursuites dans un délai raisonnable, la Cour criminelle internationale pourrait être compétente.

#### Article 25 - Affaires soumises à la Cour par le Conseil de sécurité

Comme indiqué plus haut, les Etats-Unis croient que seul le Conseil de sécurité devrait être habilité à saisir le Tribunal de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de cas de génocide. Voir nos observations à propos de l'article 22. En outre, les articles 29 et 30 devraient être révisés de manière à préciser que dans de tels cas aucune enquête ne peut être ouverte ni aucune plainte déposée tant que le Conseil de sécurité n'a pas saisi la Cour criminelle internationale.

Nous avons noté avec intérêt dans le commentaire que le Conseil de sécurité ne serait pas normalement censé saisir le Tribunal d'une "affaire" au sens d'une plainte contre des individus nommément désignés, mais qu'il lui soumettrait ordinairement une situation. Nous convenons que le Conseil de sécurité soumettra normalement des situations, à propos desquelles le Parquet procédera alors à une enquête. Mais nous ne voyons pas pourquoi le Conseil de sécurité, dans des circonstances données, ne pourrait soumettre à la Cour criminelle internationale des affaires spécifiques. Le Conseil de sécurité ne demanderait pas dans ces cas que des poursuites soient engagées; il soumettrait une affaire, qui serait alors examinée par le Procureur. Si ce dernier conclut que cette affaire n'implique pas un comportement criminel, il ne sera pas tenu d'établir un acte d'accusation.

#### Article 26 - Acceptation spéciale par des Etats de la compétence de la Cour dans des cas autres que ceux visés à l'article 22

Nous n'appuyons pas l'idée d'élargir la compétence de la Cour criminelle internationale aux crimes au regard du droit international général ou aux crimes au regard d'une loi nationale destinée à donner effet aux dispositions d'un traité multilatéral. La notion de "crimes au regard du droit international général" n'est pas bien définie, et inviter les Etats à engager des poursuites sur cette base risquerait d'aller à l'encontre du but recherché et serait malavisé. Comme indiqué plus haut à propos de l'article 22, nous sommes prêts à inclure dans la compétence du Tribunal les crimes contre l'humanité - catégorie de crimes suffisamment bien définie par le droit international coutumier. Nous serions également prêts à examiner toute proposition tendant à y inclure aussi, le cas échéant, d'autres catégories de crimes particulièrement bien définies par le droit international coutumier dans les cas où le Conseil de sécurité en saisirait la Cour criminelle internationale.

Le Gouvernement des Etats-Unis n'appuie pas l'idée d'étendre la compétence de la Cour criminelle internationale aux crimes liés aux drogues au regard des dispositions de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Comme de nombreux Etats l'ont déclaré à la Sixième Commission, cette convention n'est pas suffisamment précise pour pouvoir servir de base à l'engagement de poursuites pénales devant une Cour criminelle internationale. De plus,

même s'il était possible de remédier à ce défaut, nous ne sommes pas sûrs qu'un moyen pourra être trouvé pour faire en sorte que, notamment, le Tribunal ne juge que les affaires de drogue les plus importantes; au contraire, le Tribunal serait probablement submergé, avec toutes les incidences sur les ressources que cela suppose. Le Tribunal pourrait devenir une juridiction chargée des affaires de drogue et alors ne disposer que de peu de temps pour connaître d'autres affaires d'importance capitale pour la communauté mondiale.

#### Article 27 - Accusations d'agression

Nous n'appuierions pas l'engagement de poursuites en cas d'accusation d'agression, même si le Conseil de sécurité a au préalable constaté que l'Etat concerné a commis l'acte d'agression qui fait l'objet de l'accusation. Bien que le Conseil de sécurité soit l'organe politique international chargé d'établir la différence entre agression illicite et légitime défense licite, nous croyons que l'infraction d'agression n'est pas encore suffisamment bien définie en droit pénal international pour fonder la compétence de la Cour criminelle internationale. Qui plus est, l'agression est le fait essentiellement d'Etats et non d'individus. Les difficultés qui se sont posées récemment lorsqu'il a fallu déterminer si des conflits armés donnés étaient des conflits armés internationaux illustrent les problèmes de définition qui ont été rencontrés aussi à l'occasion de la définition de l'agression.

#### Article 28 - Droit applicable

Nous sommes préoccupés par la mention faite des "règles et principes du droit international général" et de "toute règle applicable du droit interne". Ni le statut lui-même ni le commentaire ne précisent pourquoi la Cour peut invoquer ces sources de droit. Nous admettons qu'à défaut de règles de droit international plus élaborées que la Cour pourrait invoquer, il est inévitable d'appliquer certains éléments du droit interne pour combler les lacunes des dispositions conventionnelles (que ce soit en ce qui concerne les éléments constitutifs des crimes, les règles de procédure ou l'administration de la preuve). Les crimes visés dans les traités énumérés, par exemple, seraient normalement interprétés par les tribunaux nationaux en fonction des principes du droit interne, souvent conformément à la législation nationale qui définit les éléments constitutifs des crimes, les exceptions connexes, etc. Cette absence de règles de droit international plus élaborées suscite cependant de graves questions et préoccupations. Notre préférence va à l'élaboration, en liaison avec le statut, de principes juridiques complémentaires que la Cour appliquerait.

S'il faut invoquer le droit interne, quel droit appliquer : le droit de l'Etat où le crime a été commis, celui de l'Etat de la nationalité du défendeur, ou celui de l'Etat où le défendeur se trouve ? La Cour sera-t-elle appelée à passer en revue la législation de tous les Etats en la matière et à en dégager des principes généraux, comme prévu à l'alinéa c) de l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice ? Il s'agit là d'autant de questions que la CDI doit examiner plus avant.

Enfin, nous constatons qu'à moins que le problème ne soit réglé dans le Statut, il y aura chevauchement entre la Cour internationale de Justice et la Cour criminelle internationale s'agissant de la compétence pour définir

les questions ayant trait à l'interprétation et à l'application des dispositions de nombre des traités que la Cour criminelle internationale appliquerait en vertu du Statut. Il est ainsi possible que les deux cours soient appelées à émettre un avis sur des questions identiques ou analogues. Naturellement, les Parties au Statut peuvent convenir d'un commun accord de ne porter ces questions que devant la Cour criminelle internationale, mais cela n'empêcherait pas d'autres Etats de porter ces mêmes questions ou des questions analogues devant la Cour internationale de Justice.

### Troisième partie : Information et engagement des poursuites

#### Article 29 - Dépôt d'une plainte

Les Etats ne devraient pas être autorisés à choisir le moment où ils se soumettront eux-mêmes aux obligations générales énoncées dans le Statut. Il serait particulièrement malvenu qu'un Etat non partie puisse porter une affaire devant la Cour criminelle internationale dans la mesure où il ne serait pas tenu, par voie conventionnelle, de coopérer avec le Tribunal en matière d'assistance judiciaire. De plus, nous nous opposons à l'attribution aux Etats non parties du droit de saisir le Tribunal. Seuls les Etats participant au financement du fonctionnement de la Cour criminelle internationale devraient pouvoir saisir celle-ci.

Comme indiqué plus haut, le Gouvernement des Etats-Unis conclut que seul le Conseil de sécurité devrait pouvoir soumettre à la Cour criminelle internationale des affaires de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. De cette façon, la Cour criminelle internationale ne devrait admettre aucune plainte concernant les crimes visés dans les instruments énumérés aux alinéas a) et b) i) à iv) de l'article 22, à moins qu'elle n'émane du Conseil de sécurité.

A notre avis, le Statut devrait prévoir qu'il faut apporter quelque preuve de la compétence, sinon l'établir, avant l'enquête, au lieu d'attendre que la question de la compétence soit soulevée la veille du procès, en vertu de l'article 38. L'Etat plaignant devrait à tout le moins être tenu d'apporter une preuve sur la question de la compétence, et le Procureur ou le Tribunal serait alors en mesure de rejeter l'affaire ou d'y surseoir si une grave lacune juridictionnelle apparaît. Pour éviter tout gaspillage des moyens d'enquête, tous les Etats intéressés qui, en vertu du Statut, possèdent le droit de refuser leur consentement (et partant de mettre fin à des poursuites) devraient être tenus d'opérer, à un stade précoce donné, un choix, irrévocable ou provisoire, sans préjudice du droit du défendeur de contester la compétence du Tribunal. Par ailleurs, les Etats doivent disposer d'un délai raisonnable pour prendre une décision concernant le consentement.

Il conviendrait d'examiner plus avant le rôle et les attributions du Bureau, en particulier dans la mesure où celui-ci exercera des fonctions judiciaires qui, sinon, seraient confiées à une chambre de la Cour. Un membre du Groupe de travail a suggéré de constituer une "chambre d'accusation" (voir art. 36, par. 6 du commentaire). Voir, par exemple, le paragraphe 1 de l'article 30 (le Bureau peut ordonner au Procureur d'engager des poursuites qu'il a refusé d'engager), et l'article 32 (le Bureau décide s'il y a des motifs suffisants pour juger). Donner à la Cour, en vertu du paragraphe 1 de

l'article 30, le pouvoir d'ordonner d'engager des poursuites risque d'empiéter sur l'indépendance du Procureur. Nous préférierions donc limiter les pouvoirs de la Cour à cet égard à une demande de réexamen de la question.

#### Article 30 - Information et établissement de l'acte d'accusation

Pour éviter tout abus des pouvoirs d'enquête du Tribunal et tout gaspillage de ressources financières et humaines, le critère appliqué pour décider qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir une enquête (actuellement "à moins [que le Procureur] ne décide qu'il n'y a pas de base possible pour une action devant la Cour") devrait être moins rigoureux. En outre, une disposition devrait donner la possibilité au Procureur, lorsqu'il décide de ne pas poursuivre, de conserver des informations ou des pièces pour le cas échéant les utiliser à l'avenir. Il serait préférable que le droit d'une personne d'être informée, lorsqu'elle est interrogée, qu'elle est soupçonnée d'un crime, soit énoncé expressément dans la liste des droits des suspects, même si on peut considérer que ce droit est implicite au paragraphe 4.

Le paragraphe 2 dispose que le Procureur a le pouvoir de convoquer certaines personnes et de demander la communication d'informations. L'obligation des Etats de coopérer avec le Tribunal, par exemple en ce qui concerne les demandes de communication et de production de documents ou de pièces à conviction, devrait être énoncée plus clairement tant à l'article 30 qu'à l'article 58.

Comme les affaires de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide ne devraient être portées devant la Cour que par le Conseil de sécurité (voir ci-dessus les observations relatives à l'article 22), cet article devrait être remanié pour tenir compte de la distinction entre les affaires portées devant la Cour par les Etats et celles qui lui sont soumises par le Conseil de sécurité.

#### Article 31 - Engagement des poursuites

Les Etats-Unis proposent que le Procureur soit autorisé à établir un acte d'accusation s'il estime "qu'il y a des motifs suffisants pour juger", et non, comme le prévoit le Statut, s'il décide qu'il y a "des motifs suffisants pour engager des poursuites". On alignerait ainsi cette disposition sur l'article 32 qui subordonne la confirmation de l'acte d'accusation à l'existence de motifs suffisants pour juger. Le Procureur ne devrait établir un acte d'accusation que s'il pense de bonne foi que cet acte d'accusation sera confirmé par la Cour.

Outre les renseignements visés au paragraphe 1, l'acte d'accusation devrait indiquer les faits allégués comme établissant l'existence des éléments constitutifs de l'infraction. Il pourrait aussi contenir une déclaration sur le fondement de la compétence. Le critère appliqué pour justifier l'arrestation d'un suspect ("des motifs suffisants de penser") devrait être précisé. Cette expression semble correspondre à la notion de probable cause (le critère utilisé aux Etats-Unis), mais il est difficile de dire si tel est le cas.

Le Statut laisse la durée de la détention d'un suspect à l'appréciation discrétionnaire de la Cour. De nombreux systèmes judiciaires, les dispositions des traités d'extradition relatives à la détention provisoire et les normes internationales en matière de droits de l'homme (par exemple l'article 9.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) autorisent la détention pour une période définie ou "raisonnable". On peut se demander si une détention longue est justifiée lorsque le Procureur ne peut pas demander la confirmation de l'acte d'accusation en temps voulu, c'est-à-dire lorsqu'il ne peut établir l'existence de motifs suffisants pour juger. On pourrait donc réviser l'article 31 pour n'autoriser la détention provisoire que pour une période "raisonnable".

#### Article 32 - Acte d'accusation

Les Etats-Unis se demandent si les juges qui confirment un acte d'accusation devraient pouvoir connaître de l'affaire en première instance ou en appel. Le Statut ou le règlement devraient prévoir la possibilité de modifier l'acte d'accusation après que celui-ci a été confirmé, ainsi que l'authentification des actes d'accusation. On peut supposer que pour décider s'il existe des motifs suffisants pour juger, la Cour examinera les éléments de preuve qui lui ont été soumis - "les pièces à conviction". Le libellé de cet article n'indique pas clairement quels faits doivent être établis à titre préliminaire, et comment l'expression "motifs suffisants" doit être interprétée.

Pour que la Cour ait la maîtrise du rôle du Tribunal, elle doit pouvoir refuser, sur la base de critères appropriés à élaborer par la CDI, de connaître de certaines affaires portées devant elle par les Etats et qui satisfont par ailleurs aux conditions de recevabilité énoncées dans le Statut, par exemple si elle estime qu'il serait préférable que l'affaire soit réglée au niveau national ou n'est pas assez grave pour mériter son attention.

#### Article 33 - Signification de l'acte d'accusation

Cet article doit être lu avec l'article 58 (Coopération internationale et assistance judiciaire) et l'article 63 (Remise de l'accusé au tribunal). Le Statut distingue entre les Etats parties qui ont accepté la compétence de la Cour pour juger les crimes en cause et qui doivent procéder à la signification et/ou à l'arrestation, et les Etats qui n'ont pas accepté la compétence de la Cour pour juger ces crimes et qui sont simplement "invités" à coopérer avec le Tribunal à cet égard. Les Etats-Unis conviennent que s'agissant d'un Etat qui n'accepte pas la compétence du Tribunal pour le crime en question, le Tribunal ne doit pouvoir faire plus que l'inviter à coopérer aux fins de la signification de l'acte d'accusation ou de la mise en détention de l'accusé. Les obligations des Etats devraient être soumises à des limitations analogues à l'article 58.

#### Article 34 - Désignation de personnes chargées d'assister le Parquet

Le personnel dont disposera le Procureur, en particulier parce que le Tribunal fonctionnera sur une base ad hoc, sera en nombre limité, et il lui faudra donc pouvoir désigner des personnes pour l'assister aux fins des poursuites. Ceci est également souhaitable parce qu'il est vraisemblable que le Procureur aura besoin d'aide pour les questions liées aux droits nationaux. Le texte n'indique pas clairement si cet article s'applique (comme il le devrait) au stade de l'information.

#### Article 35 - Détention provisoire ou remise en liberté sous condition

Le Statut ou le règlement doit contenir des dispositions concernant les normes à appliquer pour déterminer si une personne doit être détenue ou remise en liberté sous condition avant le procès, ainsi qu'en ce qui concerne la durée de la détention et le droit de recours. Etant donné la nature des infractions dont la Cour pourrait avoir à connaître, il semblerait approprié de prendre en considération tant le risque que l'accusé prenne la fuite que sa dangerosité, qui amèneront fréquemment la Cour à décider de ne pas le remettre en liberté. Le Statut ou le règlement devrait aussi préciser que ces dispositions s'appliqueront aux phases de la procédure précédant la confirmation de l'acte d'accusation. Il n'est pas évident que le choix du lieu de détention doive nécessairement être limité à l'Etat hôte; si le Tribunal devait connaître de nombreuses affaires en même temps, cette limitation pourrait créer des difficultés.

#### Quatrième partie : Le procès

##### Article 37 - Constitution de chambres

Comme on l'a noté en ce qui concerne l'article 7, le Statut devrait établir une distinction claire entre les juges de première instance et les juges d'appel. Quant à la composition des chambres, les Etats-Unis préfèrent la méthode du roulement, sur une base annuelle ou autre base périodique, des juges spécialement désignés pour l'affaire en première instance (compte tenu de la nécessité de préserver la composition de la chambre dans une affaire donnée). Il ne devrait pas y avoir de roulement entre les juges de première instance et les juges d'appel.

En ce qui concerne le paragraphe 4, il faut admettre que l'interdiction faite aux juges de l'Etat plaignant ou de l'Etat dont l'accusé est un ressortissant de faire partie d'une chambre saisie de l'affaire en cause est une question difficile. Bien que l'objectif, écarter tout risque de partialité, soit valide, cette interdiction peut priver le procès d'un spécialiste de la législation nationale susceptible d'être pertinente. Le paragraphe 4 devrait donc être supprimé.

##### Article 38 - Contestation de la compétence

L'acte d'accusation devrait indiquer que la Cour est compétente et dire pourquoi. La compétence devrait pouvoir aussi être contestée lors de l'arrestation ou de la mise en accusation.



Les Etats-Unis conviennent qu'il n'est pas nécessaire de permettre à tout Etat partie de contester la compétence et que cela ne ferait que compliquer la procédure. Néanmoins, tout Etat concerné devrait pouvoir formuler une telle contestation au début de la procédure. Cette faculté pourrait être ouverte à tout Etat dont le consentement est requis en vertu du Statut, à l'Etat de la nationalité de l'accusé, à l'Etat de la nationalité des victimes, à l'Etat (ou aux Etats) où le crime a été commis, et à l'Etat où se trouve l'accusé.

#### Article 39 - Fonctions de la Chambre

C'est à juste titre que le Statut autorise la communication des preuves à l'accusé et l'échange d'informations entre la défense et l'accusation avant le procès. Ceci tend à rendre le procès plus efficient et permet à l'accusé de mieux préparer sa défense. Toutefois, la Cour devrait aussi pouvoir ordonner des mesures conservatoires et prendre d'autres mesures pour répondre aux préoccupations légitimes qui peuvent s'exprimer quant à l'étendue ou la nature des demandes de communication de pièces. En outre, des procédures visant à prévenir la divulgation des informations "sensibles" communiquées par les gouvernements devront être prévues (voir observations relatives aux articles 47 et 48).

Les règles de procédure et d'administration de la preuve devraient comprendre des dispositions sur les preuves à décharge, les condamnations antérieures, les listes de témoins, les moyens de défense et les questions connexes.

Le paragraphe 2 doit être lu à la lumière de l'article 44 relatif aux droits de l'accusé. Ce paragraphe dispose que la Chambre "peut" ordonner que les preuves documentaires soient communiquées à la défense "compte tenu" de l'article 44. On peut supposer que ceci signifie que la Cour veillera (c'est-à-dire est autorisée à le faire) à ce que les éléments d'information à décharge soient communiqués, et non qu'elle a seulement la faculté de le faire.

#### Article 40 - Caractère équitable du procès

La référence à la "diligence" avec laquelle le procès doit être mené est importante, et elle pourrait être renforcée dans le Statut ou dans le règlement par l'insertion d'une clause exigeant expressément que le procès soit mené rapidement (à l'instar de celle que l'on trouve à l'article 44, qui dispose que l'accusé doit être jugé "sans retard excessif" et qui s'inspire de l'article 14 3) c) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), mais aussi en énonçant des normes concernant le délai dans lequel le procès doit normalement se tenir après que l'accusé a été placé en détention.

Cet article autorise les audiences à huis clos uniquement dans le but de protéger un témoin, alors des questions plus larges sont en jeu, par exemple la nécessité de protéger la confidentialité des informations sensibles communiquées par les gouvernements (voir ci-après les observations relatives aux articles 47 et 48).

Article 41 - Principe de légalité (nullem crimen sine lege)

Le principe nullem crimen sine lege est d'une importance capitale. Le problème vient de ce qu'il est difficile à appliquer. Son respect pose des problèmes particuliers en ce qui concerne les crimes au regard "du droit international général" pour lesquels, souvent, il n'existera pas de définition précise, ce qui risque de compromettre l'équité et l'efficacité de l'action pénale. Il ne faudrait pas que le Tribunal procède à des incriminations ad hoc sur la base d'interprétations controversées du droit international général ou coutumier.

Article 43 - Présomption d'innocence

Le Statut n'énonce aucun critère quant aux preuves qui doivent exister pour que la culpabilité soit établie. Le commentaire donne à penser que la culpabilité n'aura pas nécessairement à être établie avec une certitude raisonnable (beyond a reasonable doubt). Plutôt que de laisser subsister une incertitude à cet égard, le Statut devrait énoncer un critère. Les Etats-Unis proposent que ce critère soit rigoureux, par exemple "avec une certitude raisonnable" ("beyond a reasonable doubt") quels que soient les termes dans lesquels on l'énonce.

Article 44 - Droits de l'accusé

La délégation des Etats-Unis a écouté avec intérêt le débat qui a eu lieu à la Sixième Commission sur la question de savoir si les procès par contumace devraient être autorisés par le Statut. Pour les Etats-Unis, "par contumace" signifie que l'accusé ne se présente jamais devant la Cour. Bien que de tels procès ne soient pas autorisés aux Etats-Unis, dans certaines circonstances le procès peut avoir lieu en l'absence volontaire de l'accusé si celui-ci a initialement comparu.

Les Etats-Unis comprennent qu'un certain nombre de systèmes juridiques autorisent certains types de procès par contumace, et que de tels procès peuvent dans certaines circonstances servir à faire prévaloir les droits des victimes. Toutefois, en dernière analyse, les Etats-Unis concluent que les procès par contumace sont trop controversés et ne devraient pas être autorisés. Les procès les plus efficaces et les plus équitables sont généralement ceux au cours desquels une défense vigoureuse est présentée, ce qui n'est normalement pas le cas dans un procès par contumace. Il est important que la Cour criminelle internationale ne soit pas tentée de choisir la facilité qui consisterait à juger par contumace les accusés dont la détention devient difficile à obtenir. Il conviendrait au contraire de ne ménager aucun effort pour que les Etats s'acquittent de leur obligation de remettre les accusés en fuite à la Cour.

Le paragraphe 1 h) pose problème car souvent l'absence de l'accusé sera volontaire, et donc délibérée. Les procès par contumace seraient ainsi autorisés à chaque fois que l'accusé ne se présente pas volontairement devant le Tribunal. Compte tenu des raisons pour lesquelles ils sont opposés aux procès par contumace, les Etats-Unis ne peuvent appuyer cette disposition.

Le Statut du Tribunal chargé de juger les crimes de guerre commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie consacre le droit de l'accusé à être présent lors de son procès, dans une disposition qui s'inspire de l'article 14 3 d) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Statut ou le règlement devrait envisager l'absence "volontaire" de l'accusé après sa mise en accusation, et la suspension du droit d'être présent de l'accusé qui a été averti par la Cour que son comportement perturbateur justifiait son exclusion des audiences.

La question des procès par contumace mise à part, les Etats-Unis appuient cet article, qui reflète le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'alinéa g) du paragraphe 1 de l'article 44 dispose qu'un accusé ne peut être forcé de témoigner ou de s'avouer coupable. Il conviendrait d'envisager d'interdire également que le silence de l'accusé puisse être considéré comme une preuve de culpabilité.

Les Etats-Unis ont noté que le commentaire de l'article 49 mentionne le "droit" de l'accusé de bénéficier d'une interprétation simultanée. Or cela peut parfois n'être pas possible, et bien que l'interprétation simultanée soit toujours souhaitable, le droit en question ne doit pas être considéré comme absolu.

#### Article 45 - Autorité de la chose jugée (non bis in idem)

Un certain nombre de questions se pose en ce qui concerne cet article, notamment celle de savoir si les infractions mineures ou plus graves impliquent l'autorité de la chose jugée. Que se passe-t-il si le comportement en cause a déjà fait l'objet de poursuites mais non pour les infractions particulières dont l'intéressé est maintenant accusé ? Doit-on exiger que le procès antérieur ait abouti à un jugement au fond ?

Le Gouvernement des Etats-Unis admet qu'un "simulacre" de procès antérieur ne doit pas priver le Tribunal de sa compétence. Il note que le Groupe de travail de la CDI a repris à cet égard le libellé utilisé dans le Statut du Tribunal chargé de juger les crimes de guerre commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. L'expérience de ce Tribunal devra être prise en considération pour déterminer si ce libellé est adéquat en pratique.

#### Article 46 - Protection de l'accusé, des victimes et des témoins

Le règlement devra fournir des détails quant aux "mesures" que pourra prendre la Cour à cet égard. En particulier, s'il est important de protéger les victimes, l'accusé doit aussi avoir une possibilité réelle de faire interroger les témoins à charge.

#### Articles 47 et 48 - Pouvoirs de la Cour et dépositions

La relation entre ces articles et l'article 58 (Coopération internationale et assistance judiciaire) doit être explicitée. Si les Etats parties seront tenus de coopérer à l'exécution des ordonnances rendues par la Cour pour obtenir la comparution de témoins et la production d'éléments de preuve, la mesure dans laquelle les systèmes juridiques nationaux permettront de donner effet à ces dispositions n'est pas claire. Souvent, toute une série

de questions concernant la relation entre la Cour criminelle internationale et les Etats parties et leurs Tribunaux nationaux se poseront parce que le Tribunal, ne pouvant exercer sa juridiction ratione personae sur les personnes qui détiennent les éléments de preuve dont il a besoin, devra s'en remettre aux Etats parties pour faire exécuter ses ordonnances. Dans tous les cas, le Tribunal opérera dans le domaine de l'assistance judiciaire internationale. Son Statut et son règlement doivent avoir la souplesse qui est indispensable dans ce domaine pour que les poursuites soient efficaces.

Le paragraphe 5 de l'article 48 établit un seuil relativement bas s'agissant de déclarer des éléments de preuve inadmissibles ("obtenus directement ou indirectement par des moyens illégaux constituant une grave violation des droits de l'homme"). Le commentaire propose d'ajouter les violations graves du droit international. Pour les Etats-Unis, l'essentiel doit être de savoir si les pièces qui sont soumises à la Cour sont dignes de foi. Les opinions peuvent diverger quant à ce qui constitue de graves violations des droits de l'homme ou du droit international; pour les Etats-Unis, la CDI devraient indiquer de manière détaillée quelles situations amèneront selon toute vraisemblance la Cour à déclarer des preuves inadmissibles en application de ces critères. Disposant de telles informations, les Etats seront en mesure de décider s'ils sont favorables à l'une ou l'autre référence.

Pour que l'obligation de prêter serment (art. 48, par. 2) ait un sens, le Tribunal doit pouvoir poursuivre les témoins pour faux témoignage. Il ne semble guère pratique de demander aux Etats de punir les personnes qui se rendent coupables de faux témoignage devant la Cour criminelle internationale.

La référence au "procès-verbal complet du procès" (art. 47, par. 2) devrait être interprétée comme désignant un compte rendu mot pour mot ou un enregistrement vidéo ou sonore accompagné de copies des pièces, et pas seulement les notes prises par le juge ou le greffier durant les audiences.

La CDI doit examiner de manière plus approfondie la question du traitement ou de la divulgation des informations intéressant la sécurité nationale. Il serait en particulier nécessaire d'autoriser les Etats à refuser de manière discrétionnaire de produire des informations intéressant leur sécurité nationale malgré une demande du Tribunal à cet effet. En outre, des procédures doivent être élaborées afin que les Etats puissent communiquer des informations confidentielles au Procureur sans craindre qu'elles ne soient divulguées sans leur consentement aux accusés et aux avocats de la défense. Si ces procédures sont bien conçues, elles contribueront sensiblement à élargir la portée de la coopération entre les Etats parties et le Tribunal. S'il existe une incertitude quant à la manière dont les informations confidentielles seront utilisées ou divulguées, les gouvernements pourraient être réticents s'agissant de communiquer certains types d'informations essentielles au Tribunal.

La CDI voudra à n'en pas douter examiner les considérations de sécurité nationale qui touchent non seulement cet article mais aussi un certain nombre d'autres, relatifs aux droits et à la protection de l'accusé (par exemple, les articles 44 et 46), aux ordonnances de la Cour concernant la production d'éléments de preuves (art. 39) et au caractère équitable du procès (art. 40).

#### Article 49 - Audiences

Cet article laisse de côté toute une série de questions, comme celle de la possibilité pour la Cour de décider, une fois que l'accusation a présenté ses arguments, si les preuves qu'elle a fournies sont suffisantes, ainsi que celle des contre-interrogatoires. Il est dit dans le commentaire que le règlement contiendra des dispositions plus détaillées. La CDI devra se demander si certaines de ces questions ne devraient pas être envisagées dans le Statut; à défaut, elles devront obligatoirement être traitées dans le règlement.

#### Article 50 - Quorum et majorité requise pour les décisions

Bien qu'il soit raisonnable de prévoir que les décisions sont prises à la majorité, il faudrait qu'en principe les cinq juges soient présents pendant toute la durée du procès, notamment si l'on considère qu'ils doivent établir les faits aussi bien que dire le droit. Les Etats-Unis proposent que cette disposition soit révisée en conséquence.

#### Article 51 - Jugement

Le Statut devrait autoriser les juges de la Cour (tant en première instance qu'en appel) à rédiger des opinions individuelles et dissidentes. La possibilité pour les juges, qui ne sont pas d'accord avec le raisonnement de la majorité de contester celui-ci, contribuera à assurer que les décisions majoritaires soient bien fondées et publiquement justifiées.

#### Articles 52 et 53 - Prononcé de la peine et peines applicables

Les Etats-Unis estiment que le règlement devra envisager de manière plus détaillée les questions concernant le prononcé de la peine. Ils engagent en outre la CDI à envisager l'adoption de dispositions relatives aux peines uniformes, afin que la Cour n'ait pas à s'enquérir des peines prévues par les législations nationales et à justifier les renvois à ces législations. De telles dispositions aideront la Cour à faire en sorte que les personnes commettant des crimes analogues soient condamnées à des peines analogues.

Tel que libellé, l'article 53 semble autoriser le Tribunal à exercer sa juridiction sur des biens privés et même publics se trouvant sur le territoire des Etats et à les saisir. Il est probable qu'une telle disposition nécessitera l'exercice ultérieur d'actions en exécution devant les Tribunaux nationaux. Les procès en question peuvent être complexes. Si les Etats-Unis appuient vigoureusement les mesures de confiscation et la restitution de leurs biens aux victimes, cette question s'est révélée l'une des plus difficiles à résoudre dans le domaine de l'assistance judiciaire internationale. C'est pourquoi, il pourrait être nécessaire de réviser le Statut, car les jugements de la Cour impliquant des mesures d'exécution concernant des biens se trouvant dans le territoire des Etats pourront faire l'objet d'un examen par les Tribunaux nationaux en application du droit national.

## Cinquième partie - Appel et révision

### Article 55 - Appel d'un jugement ou d'une condamnation

Si le droit des Etats-Unis limite la possibilité pour un procureur de relever appel d'une décision d'acquittement, le droit d'autres pays l'autorise. A tout le moins, il n'est pas approprié que l'accusation puisse demander la réformation d'un jugement au seul motif que de nouveaux éléments de preuve sont venus à sa connaissance au stade de l'appel.

### Article 56 - Procédure d'appel

Comme nous l'avons dit plus haut, la Cour devrait comprendre une chambre de première instance et une chambre d'appel distinctes. Voir aussi les commentaires ci-dessus au sujet de l'article 51 sur les opinions dissidentes et concurrentes.

Il faudrait donner davantage de précisions sur la procédure d'appel. La Cour peut-elle prendre en considération de nouveaux éléments de preuve ? La procédure d'appel sera-t-elle fondée essentiellement sur les conclusions écrites ou y aura-t-il une argumentation orale ? La Cour doit-elle solliciter l'opinion des Etats parties ? Dans quel cas la chambre d'appel peut-elle renvoyer l'affaire devant une autre chambre ?

### Article 57 - Révision

Le Statut laisse ouverte la question de savoir si le Procureur peut demander la révision du jugement. Nous avons de graves réserves quant à la possibilité de laisser le Procureur libre de demander la révision d'un acquittement, en particulier après la clôture de la procédure d'appel. La CDI devrait préciser dans quelles circonstances le Procureur peut demander la révision du jugement.

Nous supposons que par "jugement de la Cour", il faut entendre le verdict, par lequel la Cour déclare l'accusé innocent ou coupable. Il serait en effet peu indiqué, de manière générale, d'utiliser ce recours pour demander une nouvelle révision de la peine. On ne voit pas très bien si la découverte d'un fait nouveau indiquant clairement que la Cour n'a pas compétence serait comprise dans le champ d'application de cette disposition - nous pensons qu'elle devrait l'être.

## Sixième partie : Coopération internationale et assistance judiciaire

### Article 58 - Coopération internationale et assistance judiciaire

Le paragraphe 2 exige que les Etats parties qui ont accepté la compétence de la Cour à l'égard d'un crime déterminé défèrent à toute "ordonnance" ou "demande" d'assistance de la Cour. Cette obligation de coopérer s'étend à la production d'éléments de preuve ainsi qu'à l'arrestation, au placement en détention et à la remise des accusés. Mais aucune limitation n'est apportée à cette obligation pour tenir compte, par exemple, de l'existence d'une procédure pénale en cours, des exigences des constitutions nationales, du fait que la sécurité des victimes ou des témoins peut être menacée, et de

la nécessité de définir clairement les éléments de preuve requis. Sur le plan pratique comme sur le plan juridique, la coopération entre les Etats et le Tribunal ne peut pas se dérouler dans de bonnes conditions (et même, à certains égards, est impossible) si ces points ne sont pas précisés. S'ils ne le sont pas, les Etats prendront eux-mêmes l'initiative de déterminer l'étendue de leur obligation de coopérer, ce qui aboutira probablement à des résultats contradictoires.

De manière générale, nous pensons que les Etats ne doivent pas être tenus de coopérer dans le domaine de l'assistance judiciaire s'ils n'acceptent pas la compétence de la Cour pour le crime qui donne naissance à la nécessité de coopérer. Bien qu'il soit probable que les Etats parties coopéreront dans la plupart des cas, leur imposer une obligation juridique à cet égard est incompatible avec le caractère consensuel du statut proposé.

#### Article 60 - Concertation

L'obligation de concertation prévue dans cet article est ambiguë. L'article n'indique pas clairement quels sont les Etats qui doivent se concerter et dans quel but. Nous ne voyons pas très bien pourquoi il serait nécessaire ou même utile que les Etats parties se concertent officiellement avant la conférence qui sera chargée de réexaminer le Statut.

#### Article 61 - Communications et teneur de la documentation

Cet article devrait prévoir que les Etats parties détermineront quelle sera l'autorité nationale compétente aux fins des communications et qu'ils en aviseront le Greffe.

#### Article 62 - Mesures conservatoires

Etant donné les complications juridiques considérables liées à l'arrestation des suspects et à la saisie des biens, cette disposition devrait être étendue à tout le moins aux questions visées dans les traités d'extradition types. Par exemple, elle devrait définir la forme et la teneur des demandes de mesures conservatoires. Elle devrait aussi préciser qu'il est procédé à l'arrestation provisoire en attendant que l'Etat qui a la garde du suspect reçoive une demande complète de remise (accompagnée de la documentation nécessaire) et que, si cette demande complète n'est pas reçue dans un délai déterminé ou dans un délai "raisonnable", le suspect sera relâché.

Un des problèmes que nous pose le Statut tient au fait que le lien entre les divers articles qui traitent de l'arrestation n'est pas clair. L'article 31 prévoit l'arrestation du suspect avant son inculpation, mais il présente cette arrestation comme l'une des conditions requises, dans le cadre de la procédure, pour engager des poursuites, plutôt que comme un élément autonome d'une procédure d'extradition; l'article 62 est ambigu dans sa relation avec l'article 31 et devrait être plus détaillé (comme nous venons de le noter); et l'article 63 traite de l'obligation de remettre l'accusé au Tribunal plutôt que des mesures fonctionnelles nécessaires pour y parvenir.

Article 63 - Remise de l'accusé au Tribunal

Il faudrait préciser le rapport qui existe entre l'article 63 et l'article 33, relatif à la signification de l'acte d'accusation. Il faudrait aussi spécifier, dans l'article 63, quels sont les documents qui accompagneraient la demande de remise. Le fait que l'article ne prévoit la transmission des éléments de preuve ou la présentation d'un exposé sommaire des preuves et qu'il impose à l'Etat qui a la garde de l'accusé l'obligation de prendre "immédiatement des mesures" pour remettre l'accusé à la Cour montre que le Groupe de travail n'a pas envisagé la nécessité d'engager des poursuites judiciaires dans l'Etat auquel la remise est demandée. Les Etats-Unis, et probablement d'autres pays aussi, ne peuvent pas remettre des personnes à un autre gouvernement ou à une entité sans procédure judiciaire. Cette procédure a un caractère constitutionnel en vertu de la loi des Etats-Unis et nous ne pouvons donc participer qu'à un statut qui en tienne compte.

Comme nous l'avons noté plus haut à propos de l'article 22, nous pensons qu'il faut donner la priorité aux poursuites devant les tribunaux nationaux, et respecter notamment les obligations existantes en matière d'extradition qui facilitent ces poursuites. Par conséquent, l'obligation de remise telle qu'elle est énoncée à l'article 63 devrait être révisée pour tenir compte de cette approche fondamentale.

Bien que le Statut permette que la remise soit différée si l'accusé est poursuivi ou purge une peine, il devrait aussi comprendre une clause permettant une remise temporaire. En effet, il est parfois utile de remettre temporairement l'accusé au tribunal lorsque l'on dispose d'éléments de preuve encore frais et que les témoins ont encore les faits présents à la mémoire et lorsque l'accusé purge une longue peine. Les Etats-Unis introduisent souvent une clause de ce type dans leurs traités d'extradition bilatéraux.

Dans l'ensemble, la façon dont le Statut envisage les obligations en matière de remise et leur rapport avec les traités actuels d'extradition demande à être revue et analysée plus à fond.

Article 64 - Règle de la spécialité

Le paragraphe 2 prévoit que les moyens de preuve produits ne peuvent servir de moyens de preuve à une autre fin que celle pour laquelle ils ont été offerts. Au lieu de faire de cette règle une règle absolue, en imposant à la Cour la charge de demander une dérogation à l'Etat concerné, il serait préférable que l'Etat qui produit les informations réclame ce traitement pour les éléments de preuve qui, à son avis, justifient une procédure spéciale.

Ce paragraphe pourrait être aussi interprété comme signifiant que le Procureur ne peut pas révéler d'éléments de preuve, même exonératoires, intéressant la défense dans une affaire donnée si ces éléments ont été reçus dans le cadre d'une autre affaire. Une telle limitation de l'utilisation des éléments de preuve pourrait porter gravement atteinte aux droits de l'accusé.



#### Article 65 - Reconnaissance des jugements

Nous supposons que cette disposition a essentiellement pour objet de prévoir la reconnaissance des jugements qui imposent des amendes ou ordonnent la restitution ou la confiscation de biens. Vu la structure juridictionnelle envisagée pour la Cour, nous pensons que la reconnaissance obligatoire des jugements de la Cour doit être limitée aux Etats qui acceptent la compétence de la Cour pour le crime en question. Il ne convient pas, en effet, qu'un Etat soit forcé d'exécuter, dans le cadre de sa législation interne, un ordre portant sur un crime qu'il ne reconnaît pas.

#### Article 66 - Exécution des peines

Il faudrait établir des directives pour l'exercice du "contrôle" envisagé au paragraphe 4. De manière générale, une fois que la Cour a l'assurance que le système pénitentiaire d'un Etat donné est satisfaisant, il faudrait laisser à cet Etat le soin d'arrêter les modalités de la détention. La Cour veillerait au respect des normes fondamentales régissant le traitement des détenus en vertu du droit international.

#### Article 67 - Grâce, liberté conditionnelle ou commutation de la peine

Il semble qu'il y ait dans cet article une certaine confusion sur le point de savoir si la Cour doit s'appuyer sur le droit national pour décider des questions relatives à la grâce, à la liberté conditionnelle ou à la commutation des peines. En s'en remettant au droit national de l'Etat de détention pour trancher ces questions, on crée un risque d'injustice, car des personnes qui ont commis le même crime grave peuvent purger des peines de prison très différentes, en termes de durée réelle, bien qu'elles aient été condamnées à la même peine. Mais nous reconnaissons, en même temps, qu'il est commode de prendre comme guide la loi de l'Etat de détention.

Nous pensons que le règlement intérieur devrait fournir des directives de base sur ces questions et que la Cour devrait prendre en considération ces directives ainsi que la loi de l'Etat de détention. Nous proposons de supprimer le paragraphe 4, qui accorde trop de discrétion à l'Etat de détention.

## HONGRIE

[Original : anglais]  
[20 juin 1994]

I. La création d'un Tribunal criminel international n'est pas simplement celle d'une nouvelle institution dans la sphère du droit international, c'est bel et bien un défi d'un genre nouveau auquel les Etats sont obligés de répondre par des lois et par la pratique judiciaire. La Hongrie a, semble-t-il, déjà fait quelques pas dans cette direction. Nous aimerions à ce propos évoquer la décision adoptée par la Cour constitutionnelle hongroise le 13 octobre 1993, qui consacre les règles du droit pénal international et en renforce la supériorité sur le droit interne, national. Dans cette décision, la Cour constitutionnelle constate la réception dans le système juridique de la République de Hongrie des règles généralement reconnues du droit international, qui sont partie intégrante du droit hongrois sans qu'il soit besoin d'aucune autre transformation. Qui plus est, la Cour dit également que les normes applicables aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité constituent une branche spécifique du droit international, qui ne se borne pas à régler les rapports entre les Etats mais définit certaines responsabilités, et notamment la responsabilité pénale individuelle. Parler de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, c'est parler de crimes dont la qualification a sa source non pas dans le droit interne mais dans la communauté des nations qui les tient pour des crimes et qui détermine de quelle manière ils doivent être jugés. Ces actes sont d'une portée trop vaste pour pouvoir dépendre à aucun moment de l'acceptation de tel ou tel Etat ou de sa politique en matière pénale.

Cette décision de la Cour constitutionnelle hongroise se signale assurément par sa manière originale de traiter la question du jugement international et du Tribunal criminel international. Il y est dit que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité seront poursuivis et punis par la communauté internationale - d'une part, par l'intermédiaire des juridictions internationales et, d'autre part, par les Etats qui veulent faire partie de la communauté internationale et devront à ce titre se charger d'en appréhender les auteurs.

La décision de la Cour constitutionnelle évoque séparément les résolutions 808/1993 et 827/1993 du Conseil de sécurité, qui sont à la base de la création d'un tribunal criminel international ad hoc pour l'ex-Yougoslavie. Selon la Cour, le Statut de ce tribunal détermine et définit en détail les règles de fond du droit international qui sont, sans l'ombre d'un doute, parties intégrantes du droit coutumier international - ce qui lève l'obstacle juridique découlant du fait que les Etats ne sont pas tous parties à certains traités. Le droit applicable est par conséquent indépendant des lois nationales des différents Etats. Par voie de conséquence, le Tribunal, dans l'exercice de son pouvoir de punir ces crimes, est au-dessus des juridictions nationales.

Cette décision de la Cour constitutionnelle hongroise fournit à notre sens la démonstration de l'attachement de la Hongrie aux idéaux qui inspirent le projet de statut du tribunal criminel international et, en ce qui concerne son propre système juridique, elle fera tout ce qui est en son pouvoir, lorsque celui-ci aura été mis en place, pour prendre les mesures législatives et les dispositions pratiques nécessaires pour l'assister dans son action.

## II. Analyse détaillée du Statut du Tribunal criminel international

1. A propos de la création du Tribunal, on a maintes fois souligné que la légitimité d'un tel organe ne saurait être garantie que par un traité international multilatéral. Nous sommes par conséquent fermement convaincus qu'il faut instituer le Tribunal avec la coopération de l'Organisation des Nations Unies, mais sur la base d'un traité nouveau. A cette question est liée de très près celle, fondamentale, de savoir si ce Tribunal devrait agir en tant qu'organe judiciaire de l'ONU ou, au contraire en dehors de l'Organisation. Il faut souligner que l'ONU devra nécessairement jouer un rôle important tant dans la création que dans le fonctionnement effectif du Tribunal. En même temps, il ne paraît pas absolument nécessaire que celui-ci soit organisé dans ce cadre. Cette opinion se fonde à la fois sur des considérations formelles et sur des raisons conceptuelles. Les premières correspondent à la nécessité, souvent réaffirmée et dont nous convenons aussi, d'une modification de la Charte des Nations Unies si l'on inscrivait le Tribunal dans le cadre de l'ONU, ce qui en retarderait probablement la création. D'autre part, d'un point de vue conceptuel, il n'est pas non plus besoin de créer le Tribunal dans le cadre de l'ONU dans la mesure où les points de contact qui en garantiraient la participation active existent bien. C'est ici avant tout au pouvoir du Conseil de sécurité énoncé à l'article 25 du projet que nous songeons.

Pour résumer ce qui précède, nous appuyons par conséquent la seconde variante de l'article 2, suivant laquelle le Tribunal serait lié à l'ONU, mais n'en ferait pas partie. Nous avons conscience, en même temps, que cette solution compliquerait le fonctionnement du Tribunal, du fait qu'elle exigerait manifestement une activité administrative plus importante et que son financement serait assuré en dehors de celui de l'ONU.

2. La structure de la Cour soulève quelques questions très difficiles. A l'heure actuelle, on ne sait pas combien ni quel genre d'affaires seraient inscrites au rôle du Tribunal. Aussi est-il difficile de se prononcer sur le nombre optimal de ses juges ou sa structure optimale. Malgré tout, il semble bien, à notre sens, que le chiffre de 18 juges retenu à l'article 5 soit insuffisant. Ces 18 juges ne seraient pas seulement chargés de juger en première instance mais encore en dernier ressort et, qui plus est, c'est parmi eux que seraient pris les membres du Bureau. A supposer que, pour une raison ou une autre, certains juges puissent aussi être récusés pour des raisons de conflit d'intérêts, ce nombre paraît plutôt faible.

En ce qui concerne la structure du Tribunal, nous sommes à peu près d'accord sur les organes énumérés à l'article 5. Une Cour ainsi composée nous paraît devoir être viable. Nous ajouterions toutefois que la création d'un comité composé des délégués des Etats signataires mériterait d'être envisagée. Ce comité pourrait être chargé des tâches qui dépendraient en tout état de

cause de décisions des Etats parties, à savoir la sélection des juges, la sélection des procureurs et la fixation du montant du budget, et il servirait en outre de cadre aux communications entre le Tribunal et les Etats membres sur les questions de caractère politique.

3. On ne saurait douter même un instant de la nécessité de séparer la juridiction de jugement du Parquet au sein du Tribunal. L'équité de la procédure ne saurait être garantie autrement. Le fait que le Parquet puisse se trouver dans l'enceinte du Tribunal n'entame pas pour autant cette indépendance.

4. Il n'y aura selon nous guère lieu de discuter de l'énumération des principes appelés à régir la sélection des juges. Les Etats membres pourront trouver à l'article 6 les principes généraux sur lesquels se guider. Au-delà, nous ajouterions un critère de plus, qui aurait trait à l'expérience judiciaire : il nous paraîtrait nécessaire d'imposer un âge minimum, que nous fixerions à 45 ans. Nous sommes nous aussi d'avis qu'il faut que les juges du Tribunal représentent les grands systèmes de droit qui existent. Ce serait là un facteur important, surtout si le Tribunal devait appliquer des règles du droit interne, conformément à l'article 28, à titre de source subsidiaire. A ce propos, ce serait à nos yeux un résultat positif que les diverses régions du monde soient aussi représentées au sein du Tribunal.

5. L'article 8 indique comment il est pourvu aux sièges de juges devenus vacants. Nous considérons qu'il serait quelque peu fastidieux de répéter la procédure définie à l'article 7 en cas de vacance. Il vaudrait mieux, à cet effet, instituer un système de suppléance. Les juges suppléants seraient choisis en même temps que les juges ordinaires du Tribunal et pourvoieraient automatiquement les sièges devenus vacants. Il nous paraît utile de signaler que la création du comité précédemment mentionné aiderait déjà par elle-même à simplifier la procédure qui devrait nécessairement être suivie en cas de vacance de siège.

6. L'article 10 du Statut vise le Bureau. Nous en approuvons la composition et le mode d'élection, mais nous avons certains doutes quant aux missions qui lui seraient confiées. A notre sens, il conviendrait de revenir ultérieurement sur la question de savoir si un autre organe ne devrait pas assumer de telles fonctions qui sont essentiellement celles du ministère public. En ce qui concerne la sélection des membres du Bureau, les dispositions prévues nous paraissent présenter une lacune, dans la mesure où elles ne mentionnent ni la réélection ni ses conditions. Rien, selon nous, ne s'oppose à la réélection.

7. L'article 11 du Statut règle la question du conflit d'intérêts. Nous en approuvons les dispositions, mais nous élargirions le cercle des personnes autorisées à prendre l'initiative d'une demande d'examen d'un conflit d'intérêts. Les paragraphes 2 et 3 ne reconnaissent ce droit qu'au juge et à la défense. Nous estimons quant à nous qu'il devrait être étendu au procureur et au plaignant. Il est tout à fait évident que, du point de vue aussi bien du Parquet que du plaignant représentant la victime, il arrivera sans doute que se posent des questions pouvant motiver la récusation de tel juge dans telle espèce.

8. L'article 12 porte sur l'élection et les fonctions du greffier. Cette élection est à notre sens typiquement le genre de fonction qui relèverait de la compétence du comité que nous proposons. Nous approuvons le droit reconnu au Bureau de faire des propositions. L'assemblée de tous les juges n'est toutefois pas un organe qui devrait être contraint de s'occuper de ces questions administratives. En outre, c'est un fait que les juges ne représenteraient qu'une faible fraction des Etats parties, et ce droit devrait donc être dévolu à un organe plus large. En vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2, le greffier aurait la possibilité d'exercer d'autres fonctions dans le cadre du système des Nations Unies avec l'autorisation du Bureau. Cette solution ne nous paraît pas satisfaisante, et elle ne cadre pas non plus avec notre idée que le Tribunal ne doit pas être un organe judiciaire de l'ONU, mais un organe distinct et indépendant travaillant en étroite coopération avec elle.

9. Les positions que nous avons indiquées plus haut au sujet de l'élection des juges valent aussi pour celle du procureur et du procureur adjoint. En même temps, nous ne sommes pas sûrs qu'il doive n'y avoir qu'un seul procureur et un seul procureur adjoint. L'élection d'au moins un procureur adjoint supplémentaire nous paraîtrait nécessaire, et nous aimerions aussi des dispositions plus détaillées au sujet du personnel du Parquet. Nous sommes d'accord sur toutes les questions d'indépendance du Parquet et de conflit d'intérêts qui sont réglées par le Statut. Cependant, nous considérons que le paragraphe 2 de l'article 15, qui donnera au Tribunal la possibilité de révoquer le procureur et le procureur adjoint par un vote à la majorité des deux tiers, pose un problème. Le statut souligne bien que le procureur et l'organisation au sein du Tribunal du Parquet, qui en est l'organe chargé de l'enquête et des poursuites, devraient fonctionner séparément et en toute indépendance. Or, cette disposition remettrait en question cette séparation et cette indépendance. A notre sens, le Tribunal devrait plutôt n'avoir que le droit de proposer une telle mesure, et la décision être laissée aux Etats parties ou au comité permanent des Etats parties, s'il existe.

10. L'article 21 a trait à la révision du Statut. Il n'est absolument pas nécessaire selon nous de conserver ce seuil de cinq ans pour la révision, surtout si celle-ci se rapportait aux crimes énumérés à l'article 22. En revanche, il nous paraîtrait utile de voir si les Etats membres pourraient réexaminer toute question relative au Statut à la demande du tiers d'entre eux.

11. L'une des questions décisives pour le sort de tout le Statut est la juste définition de la compétence du Tribunal et du droit qu'il sera appelé à appliquer. Il faut, selon nous, que le Tribunal criminel international, de par sa nature même, connaisse des plus graves de tous les crimes au regard du droit international. On peut poser la question de savoir quels seraient les crimes à ranger dans cette catégorie. A notre avis, il faut que soient remplies au moins les conditions suivantes :

a) que le crime considéré affecte non seulement les intérêts d'une ou plusieurs nations déterminées, mais encore le sort de toute l'humanité ou la communauté internationale;

b) il faut que les actes en question soient considérés comme des crimes au regard des principes internationalement reconnus de droit pénal et soient reconnus comme tels par tous les intéressés;

c) il faut que la répression de ces crimes comporte à tout le moins une coopération entre les nations qui aboutisse à une procédure par laquelle le Tribunal international en sanctionnerait les auteurs.

Il est aisé de constater que ces trois critères renferment aussi plusieurs principes, et notamment des principes de droit pénal aussi classiques que celui de la légalité des délits et des peines.

Pour ce qui est des crimes énumérés à l'article 22, nous estimons qu'ils satisfont tous aux trois critères mentionnés ci-dessus. Il serait bon aussi, à notre sens, que le Statut mentionne les traités internationaux qui définissent ces actes et précise en outre les conditions dans lesquelles ils feraient l'objet de poursuites internationales concertées. Nous ajouterons toutefois que l'omission dans la liste du Traité contre la torture est une lacune car, vu la nature de ce crime, ce Traité aurait manifestement sa place parmi ceux que retient l'article 22. En revanche, nous approuvons l'indication donnée par le Groupe de travail que les actes de mercenaires n'ont été laissés de côté que parce que la convention en question n'est pas encore en vigueur, mais qu'une fois ce traité entré en application, les actes qu'il vise devraient sans aucun doute figurer parmi les crimes énumérés à l'article 22.

En ce qui concerne cet article, sur lequel nous sommes globalement d'accord, il reste quelques points sur lesquels nous nous interrogeons. S'il ne fait pas de doute que le génocide, les crimes de guerre, l'apartheid et les crimes commis contre les personnes bénéficiant d'une protection internationale sont suffisamment graves, quelles que soient les circonstances, pour pouvoir fonder la compétence du Tribunal international, ce n'est pas nécessairement le cas, en revanche, des divers crimes de terrorisme. La prise d'otages ou le détournement d'avions ne doivent pas nécessairement relever de la compétence du Tribunal criminel international. De tels actes ne pourraient, à notre sens, être portés devant le Tribunal que si les individus qui les commettent le font au nom ou avec l'autorisation d'un Etat. Dans les autres cas, il nous paraît suffisant qu'ils soient poursuivis devant les tribunaux nationaux, lesquels, naturellement, doivent nécessairement bénéficier de la coopération internationale et de l'entraide qui sont de rigueur entre organes de la justice pénale.

Il nous faut ici mentionner les rapports du Statut avec le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Nous apprécions hautement le travail que la Commission du droit international a accompli à ce jour pour l'élaboration du Code, et il nous paraît à présent assez avancé pour laisser espérer qu'il va être mené à bien. Nous sommes résolument d'avis que ce code répond à une nécessité et que son texte devrait être adopté le plus tôt possible.

Nous ne lions pas pour autant la création du Tribunal criminel international à l'adoption du Code. Le Statut, et en particulier les dispositions de son article 22, nous paraissent délimiter suffisamment la sphère des crimes qui seraient jugés par le Tribunal. Tout en étant conscients

qu'en lui-même l'article 22 embrasse un cercle beaucoup plus étroit nous estimons qu'il suffit, dans un premier temps, que le Tribunal s'en tienne aux crimes qui y sont énumérés et qu'il pourrait éventuellement en élargir l'éventail dans les limites définies à l'article 26.

12. L'article 23 du Statut règle la question de l'acceptation de la juridiction du Tribunal par les Etats. La variante A paraît cohérente, mais c'est quand même la variante B que nous préférons, car, malgré les difficultés du début, c'est celle qui garantirait le fonctionnement effectif et la légitimité la plus large du Tribunal.

13. L'article 25 du Statut traite un problème fondamental, cela ne fait aucun doute. Il autorise le Conseil de sécurité à soumettre au Tribunal des affaires individuelles de crimes relevant des articles 22 et 25. Nous ne sommes pas favorables, rappelons-le, à une formule qui inscrirait le Tribunal dans l'appareil de l'ONU, mais il nous paraît effectivement nécessaire qu'il lui soit solidement relié. Le pouvoir reconnu au Conseil de sécurité par l'article 25 nous paraît offrir un bon exemple de tels liens. Il nous faut toutefois ajouter que ce pouvoir ne saurait préjuger les questions de fait ou de droit, du moins en ce qui concerne les auteurs de crimes. Pour garantir cela, peut-être ne serait-il pas inutile de le préciser clairement dans une disposition.

14. L'article 26 est peut-être le passage le plus délicat du projet. Il ne fait aucun doute que le droit coutumier international renferme un certain nombre d'éléments qui peuvent faire partie du droit pénal international. L'agression, en particulier, peut être rangée parmi eux. Nous comprenons et approuvons la position qui permettrait à certains Etats qui ne seraient pas par ailleurs parties aux traités internationaux énumérés à l'article 22 de reconnaître la juridiction du Tribunal pour ces crimes sur la base du droit international coutumier.

Cela dit, nous ne saurions considérer qu'une clause générale du Statut stipulant la reconnaissance générale des normes du droit pénal dans le cadre du droit coutumier international soit entièrement à l'abri de toute contestation en ce qui concerne la mise en oeuvre des principes dont procèdent les droits de l'homme. Il y a là, selon nous, une définition dont le champ est trop général, et, de ce fait, le principe nullum crimen sine lege pourrait difficilement être préservé avec la rédaction actuelle de cet article. Celle-ci crée une incertitude qui ne saurait être permise en matière de justice pénale. Aussi, les dispositions prévues à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 26 ne nous paraissent-elles pas tout à fait suffisantes.

Le Groupe de travail a mentionné, pour remplacer cet alinéa a) du paragraphe 2, une solution qui réglerait la question par la compétence attribuée au Conseil de sécurité par l'article 25, qui autoriserait celui-ci à soumettre les affaires de cette nature au Tribunal. Elle ne nous satisfait qu'en partie, vu les opinions exprimées ici, car elle paraît viable pour les actes d'agression, mais non dans les autres cas.

Nous avons de très sérieux doutes au sujet des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 26. S'il est vrai que le trafic de stupéfiants est un crime grave, il ne saurait à notre sens relever de la même catégorie que les crimes internationaux énumérés à l'article 22 du Statut ou que l'agression.

La Convention de Vienne de 1988 sur les stupéfiants considère que le problème des poursuites contre les trafiquants de stupéfiants est de ceux qui peuvent être résolus au plan national moyennant une assistance internationale. Selon nous, on ne saurait, en tout état de cause, faire relever ce groupe de crimes de l'article 22. Il est même contestable que la compétence du Tribunal doive être étendue, dans la conjoncture actuelle, à ce groupe de crimes - que d'ailleurs, à notre sens, la Convention de Vienne sur les stupéfiants ne définit pas suffisamment.

15. L'article 27 du Statut est en rapport étroit avec l'article 25. Il dit que nul ne peut être accusé du crime d'agression tant que le Conseil de sécurité n'a pas décidé que l'Etat considéré est vraiment coupable de cet acte. Cette solution nous paraît juste, mais si l'on considère la question sous l'angle de l'indépendance et de l'impartialité de la Cour, elle risque de créer certaines difficultés. Cette décision pourrait difficilement être dissociée des faits et des questions juridiques qui relèvent de la compétence du Tribunal. Il risque d'y avoir conflit, par exemple, si la Cour juge bon de déclarer que tel individu n'a pas commis le crime d'agression. Nous estimons que pour résoudre cette question, il faudra y réfléchir encore et l'examiner plus avant.

16. La question du droit applicable est réglée par l'article 28. Comme il est bien évident que le Statut ne saurait répondre à toutes les questions qui pourraient se poser, il faut reconnaître le droit international et (secondairement) les lois des diverses nations comme source subsidiaire. Signalons, cependant, qu'en outre l'alinéa b) de l'article 28 appelle de notre part les mêmes objections que l'article 26.

17. L'initiative de l'action a été attribuée par l'article 29 aux Etats parties et au Conseil de sécurité. Cela nous paraît correspondre à l'esprit dans lequel tout le Statut a été conçu, encore qu'à nos yeux, il ne soit pas mauvais de prévoir aussi la possibilité de conférer au Tribunal un pouvoir de saisine d'office.

18. L'article 30 porte sur l'ouverture de l'enquête et la préparation des poursuites. Suivant le paragraphe 1, le Bureau se verrait accorder un rôle important dans cette activité, puisqu'en pratique, il contrôlerait la légalité de l'enquête et des mesures prises par le Parquet. En réalité, le Bureau exercerait les fonctions d'un certain type de "juge d'instruction". Cela nous paraît un peu préoccupant, puisque les membres du Bureau se voient confier un rôle à la Chambre d'appel.

19. L'article 31 vise l'engagement des poursuites. On y trouve des règles importantes en ce qui concerne le placement des suspects en détention provisoire. Son paragraphe 2 autorise le Tribunal à placer les défendeurs en détention pour une période qu'il fixe comme bon lui semble.



Les règles du placement en détention provisoire ne sont pas assez détaillées. Il y manque, par exemple, l'indication de la durée de la période de détention autorisée et aussi du délai au terme duquel il faut reconsidérer ou prolonger la détention. Nous estimons que des dispositions sur ces questions devraient figurer dans le Statut à titre de garantie.

20. L'article 32 a trait à l'acte d'accusation. Le paragraphe 2 désigne le Bureau pour jouer le rôle de chambre d'accusation. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la compétence générale des membres du Bureau est à notre sens incompatible avec cette fonction. Les actes d'accusation devraient être l'affaire d'un organe de poursuite distinct institué au sein du Tribunal.

21. L'article 33 règle le mode de notification de l'acte d'accusation. Dans ce cadre, nous définirions trois groupes d'Etats selon leur position par rapport au Statut. Le troisième de ces groupes est composé des Etats qui ne sont pas parties au Statut. Il ne peut être demandé à ces Etats que leur concours. Le Statut ne résout pas la question de ce qui devrait se passer si tel ou tel Etat n'était pas disposé à coopérer. Dans cette éventualité, diverses possibilités pourraient être envisagées, y compris, peut-être, la suspension du procès.

22. L'article 35 donne au Tribunal la possibilité de mettre l'accusé en liberté sous condition. Si cette mise en liberté est une institution qui nous paraît acceptable dans la généralité du cas, nous doutons cependant qu'il soit très judicieux d'autoriser les auteurs de crimes aussi graves que ceux qui sont visés par le Statut à échapper à la détention en échange du respect de certaines conditions lorsqu'ils ont été préalablement arrêtés. Il serait particulièrement utile de voir si cette possibilité donnée à l'accusé ne serait pas de nature à compromettre la conduite du procès jusqu'à sa conclusion.

23. L'article 37 règle la question de la constitution de chambres. Il n'y a qu'une seule règle d'incapacitation, suivant laquelle un juge ayant la nationalité soit de l'Etat qui porte plainte, soit de celui dont l'accusé a la nationalité, ne serait pas autorisé à siéger.

Nous avons certains doutes au sujet de la disposition qui confierait au Bureau le soin de nommer les membres des chambres constituées pour les différentes affaires. Il nous paraîtrait préférable que soient constituées des chambres permanentes et que les affaires leur soient soumises au fur et à mesure qu'elles se présentent. Le Bureau aurait naturellement les pouvoirs voulus pour créer les chambres permanentes.

24. La contestation de la compétence est un élément important en matière de garanties. L'article 38 l'autoriserait de la part de l'accusé à tout moment au cours du procès et de la part de tout Etat partie au commencement du procès. A notre sens, c'est là un cercle trop large. Sans nul doute, certains Etats parties doivent nécessairement se voir accorder ce droit, mais nous partageons l'idée que seuls les Etats directement intéressés devraient être autorisés à contester la compétence. Il n'est évidemment pas indispensable d'interpréter très limitativement la notion d'Etat intéressé, qui pourrait s'entendre non seulement de l'Etat où le crime a été commis et de l'Etat auquel appartient l'accusé, mais encore de tous les Etats qui ont joué un rôle actif ou passif

à n'importe quel stade de la procédure (communication d'éléments de preuve, assistance judiciaire, et ainsi de suite).

Le commentaire indique qu'en l'absence d'une chambre, le Bureau est tenu d'apprécier la contestation émanant de l'accusé. Cela nous paraît préoccupant du point de vue des garanties. A notre sens, le Bureau ne peut pas exercer cette fonction, car cela créerait un conflit d'intérêts, et il faut qu'une chambre d'accusation soit constituée pour examiner ces contestations, et la décision à leur sujet relèverait de sa compétence durant la période précédant le procès proprement dit.

Les considérations qui précèdent ne vont pas à l'encontre du souci que ce droit de l'accusé ne retarde pas inutilement le procès. Dans ce but, il faudrait instituer une règle autorisant le rejet sous toutes réserves des contestations de l'accusé s'il les renouvelait continuellement avec les mêmes arguments.

25. Les articles 40 à 45 sont consacrés au droit de l'accusé à un procès équitable et aux garanties de ses droits. Ces dispositions sont à nos yeux d'une extraordinaire importance quand on considère le Statut dans son entier. Ces règles nous paraissent dans l'ensemble conformes aux principes généralement admis en droit international, c'est-à-dire ceux qu'énoncent les différents documents internationaux. Nous développerions toutefois encore certaines de ces dispositions, car nous estimons qu'il faut un texte plus détaillé et plus exact. Cela vaut tout particulièrement pour l'article 41, c'est-à-dire le principe nullum crimen sine lege qui, considérant l'originalité des règles édictées ici, revêt des dimensions nouvelles par rapport à l'interprétation traditionnelle.

L'article 44 énumère les droits individuels de l'accusé. Il y manque, selon nous, un droit de réclamation générale, qui permettrait à l'accusé de contester les décisions procédurales prises au cours du procès qu'il jugerait préjudiciables à son endroit mais qui n'auraient pas le caractère d'un verdict.

L'une des questions de procédure les plus débattues est celle du verdict in absentia. L'alinéa h) du paragraphe 1 de l'article 44 donne au Tribunal la possibilité de décider que l'absence de l'accusé est délibérée, à la suite de quoi il peut tenir le procès. Cette disposition nous paraît pour le moins préoccupante. Le verdict in absentia constituerait à nos yeux une telle restriction au droit de la défense qu'elle mettrait en question l'équité de toute la procédure. Certes, un tribunal criminel international serait matériellement beaucoup moins bien équipé que ne le sont les tribunaux nationaux pour contraindre un accusé à comparaître devant lui. Et il est certain que le verdict d'une cour internationale revêtirait une grande valeur de principe et que, par conséquent, il ne s'agirait pas simplement de condamner l'accusé, mais d'adresser un message dont la communauté des nations assurerait ainsi la diffusion. Nous sommes donc d'avis qu'il faut, d'une manière ou d'une autre, trouver un compromis rationnel qui protège le principe d'un procès équitable sans pour autant mettre en péril le fonctionnement du Tribunal. L'une des solutions possibles consisterait peut-être à autoriser le Tribunal, à titre d'exception, et nous insistons sur l'exception, à tenir le procès en l'absence de l'accusé.

Dans les cas exceptionnels où il paraîtrait en tout état de cause nécessaire de tenir le procès, le verdict ne pourrait, naturellement, être que conditionnel. En cas de comparution ultérieure de l'accusé, la marche à suivre serait à notre sens d'écarter le verdict initial et de refaire entièrement le procès.

26. L'article 45 du Statut pose l'interdiction de la double incrimination. Nous approuvons entièrement cette disposition, mais il nous faut affirmer sans ambages que dans le cas de crimes internationaux, la juridiction de la Cour internationale a le pas sur celle des tribunaux nationaux. C'est d'ailleurs là la raison d'être de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 45. Il nous paraît juste, dans le cas d'un second procès, de prendre en considération la peine effectivement infligée à l'intéressé. Cela dit, des principes directeurs seraient nécessaires en ce qui concerne cette disposition.

27. L'article 46 protège les droits de l'accusé, de la victime et des témoins. Il n'appelle qu'une seule objection, et c'est le principe de la preuve directe. Si l'on institue la preuve par des dépositions enregistrées par des moyens électroniques, cela limite les droits de l'accusé en risquant de le priver de son droit à l'audition contradictoire des témoins ou de la possibilité d'exercer d'autres droits de la défense.

C'est pourquoi nous considérons qu'il faut reformuler l'article 46 en vue de protéger pleinement les droits tant de l'accusé que de la victime.

Nous approuvons entièrement les dispositions de l'article 48, qui visent l'appréciation des éléments de preuve. Dans le système de droit hongrois aussi, les preuves obtenues par des moyens illégaux ne sont pas admissibles devant les tribunaux. En revanche, c'est un problème à nos yeux que de ne pouvoir trouver dans le Statut de dispositions régissant les conditions d'aptitude et d'incapacité à déposer comme témoin ainsi que d'aptitude à former opposition à l'audition de témoins. Selon nous, il est possible de s'opposer à l'audition d'un témoin si, par exemple, il doit s'accuser lui-même ou accuser un membre de sa famille d'un crime : en pareil cas, il ne saurait être forcé à témoigner contre lui-même. Autre problème, les conséquences du faux témoignage ne sont pas définies.

28. L'article 53 du Statut satisfait au principe nulla poena sine lege. Le Statut autorise deux peines, l'emprisonnement et l'amende.

Nous soutenons avec le Groupe de travail l'idée que la peine capitale n'est en aucun cas autorisée par le Statut. En même temps, nous avons certains doutes quant au système des peines applicables. L'amende se retrouve dans toutes les formes de droit interne et elle est de pratique très courante, mais il est douteux qu'on puisse y avoir recours pour des crimes au regard du droit international. Les crimes énumérés dans le Statut sont les plus graves de tous, ceux qui attentent à la paix et à la sécurité de l'humanité. Il serait quelque peu paradoxal de ne punir les auteurs de tels crimes que d'une amende. Notre position est qu'il n'y a pas de circonstances atténuantes qui puissent justifier cette peine.

L'emprisonnement est à nos yeux la forme fondamentale de peine que le Tribunal doit pratiquer. Nous souscrivons à l'idée que le maximum de cette peine devrait être l'emprisonnement à vie, mais nous ne sommes pas convaincus qu'il n'aurait pas fallu fixer un minimum. Nous ne voyons pas l'intérêt de condamner un individu qui est coupable d'un crime au regard du droit international à quelques semaines ou quelques mois de prison. Nous souhaiterions au contraire qu'une limite inférieure d'au moins six mois soit fixée dans le Statut.

29. La possibilité d'appel nous paraît capitale comme garantie. Les dispositions de l'article 55 ne répondent que partiellement à notre attente. En ce qui concerne le cercle des personnes auxquelles est conféré le droit d'appel, nous sommes d'avis que le procureur et l'avocat de la défense devraient se le voir accorder, dans l'intérêt mais indépendamment de la personne reconnue coupable. Il nous paraît également nécessaire de prévoir qu'en cas d'appel de la part de la défense seulement, la juridiction du second degré ne devrait pas être autorisée à rendre un verdict plus sévère que celui qui a été rendu en première instance.

30. La sixième partie du statut est consacrée à une question fondamentale du point de vue du fonctionnement du tribunal, à savoir la coopération et l'assistance judiciaire. C'est à nos yeux une question clé parce que, dans la pratique, on ne saurait même envisager de travailler sans le concours voulu des Etats intéressés. Nous approuvons la plupart des dispositions de la sixième partie relatives à l'assistance judiciaire et considérons qu'elles nous paraissent applicables dans les faits. Nous estimons en revanche que les articles relatifs à l'extradition et à l'arrestation de l'accusé en vue de sa remise au tribunal demandent à être réexaminés. Peut-être ne serait-il pas mauvais de procéder à un examen permettant la confrontation et l'expression des positions des Etats.

31. L'aspect critique de toute procédure judiciaire est l'exécution des décisions. C'est particulièrement vrai dans le cas du tribunal criminel international qui, de par sa nature même, est dépourvu d'appareil d'exécution. L'article 65 renferme une disposition unique qui obligerait les Etats parties à reconnaître les décisions de la Cour. Peut-être risque-t-il de poser des problèmes à certains d'entre eux, mais, pour notre part, nous tenons à indiquer qu'il suffira de modifications mineures du droit pénal hongrois pour donner effet aux prescriptions de l'article 65.

Il va de soi qu'il n'était pas possible dans ce commentaire de formuler une opinion sur toutes les dispositions du Statut, et peut-être certains lecteurs verront-ils des critiques dans la plupart de nos observations. Il n'en reste pas moins, et il faut le souligner, que ce projet de statut représente un résultat remarquable sur le plan de la doctrine et pourra utilement servir de base à la création d'un tribunal criminel international dans l'avenir.

-----